Second Session
Fortieth Parliament, 2009

SENATE OF CANADA

Proceedings of the Standing Senate Committee on

Foreign Affairs and International Trade

Chair:
The Honourable CONSIGLIO DI NINO

Wednesday, April 22, 2009

Issue No. 7

First meeting on:
Bill C-2, An Act to amend the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation

INCLUDING:
THE FIFTH REPORT OF THE COMMITTEE
(Bill C-2)

APPEARING:
The Honourable Stockwell Day, P.C., M.P.,
Minister of International Trade and
Minister for the Asia-Pacific Gateway

WITNESSES:
(*See back cover*)

Deuxième session de la
quarantième législature, 2009

SÉNAT DU CANADA

Délibérations du Comité sénatorial permanent des

Affaires étrangères et du commerce international

Président :
L'honorable CONSIGLIO DI NINO

Le mercredi 22 avril 2009

Fascicule n° 7

Première réunion concernant :
Le projet de loi C-2, Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse

Y COMPRIS :
LE CINQUIÈME RAPPORT DU COMITÉ
(projet de loi C-2)

COMPARAÎT :
L'honorable Stockwell Day, C.P., député,
ministre du Commerce international et
ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique

TÉMOINS :
(*Voir à l'endos*)

47160

THE STANDING SENATE COMMITTEE ON FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE

The Honourable Consiglio Di Nino, *Chair*

The Honourable Peter A. Stollery, *Deputy Chair*

and

The Honourable Senators:

Andreychuk
Corbin
* Cowan
(or Tardif)
Dawson
De Bané, P.C.
Downe
Fortin-Duplessis
Grafstein
* LeBreton, P.C.
(or Comeau)
Mahovlich
Segal
Wallin

*Ex officio members

(Quorum 4)

LE COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Président : L'honorable Consiglio Di Nino

Vice-président : L'honorable Peter A. Stollery

et

Les honorables sénateurs :

Andreychuk
Corbin
* Cowan
(ou Tardif)
Dawson
De Bané, C.P.
Downe
Fortin-Duplessis
Grafstein
* LeBreton, C.P.
(ou Comeau)
Mahovlich
Segal
Wallin

* Membres d'office

(Quorum 4)

Published by the Senate of Canada

Available from: Public Works and Government Services Canada
Publishing and Depository Services, Ottawa, Ontario K1A 0S5

Also available on the Internet: http://www.parl.gc.ca

Publié par le Sénat du Canada

Disponible auprès des: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada –
Les Éditions et Services de dépôt, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Aussi disponible sur internet: http://www.parl.gc.ca

ORDER OF REFERENCE

Extract from the *Journals of the Senate*, Wednesday, April 22, 2009:

Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Andreychuk, seconded by the Honourable Senator Dickson, for the second reading of Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation.

After debate,

The question being put on the motion, it was adopted.

The bill was then read the second time.

The Honourable Senator Andreychuk moved, seconded by the Honourable Senator Tkachuk, that the bill be referred to the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade.

The question being put on the motion, it was adopted

ORDRE DE RENVOI

Extrait des *Journaux du Sénat*, le mardi 24 février 2009 :

Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Andreychuk, appuyée par l'honorable sénateur Dickson, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-2, Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu pour la deuxième fois.

L'honorable sénateur Andreychuk propose, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk, que le projet de loi soit renvoyé au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat

Paul C. Bélisle

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

OTTAWA, Wednesday, April 22, 2009
(11)

[*English*]

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade met this day, at 4:05 p.m., in room 160-S, Centre Block, the chair, the Honourable Consiglio Di Nino, presiding.

Members of the committee present: The Honourable Senators Andreychuk, Corbin, Dawson, De Bané, P.C., Di Nino, Fortin-Duplessis, Grafstein, Mahovlich and Wallin (9).

Other senator present: The Honourable Senator Kinsella (1).

In attendance: Natalie Mychajlyszyn and Jennifer Paul, Analysts, Parliamentary Information and Research Service, Library of Parliament.

Also in attendance: The official reporters of the Senate.

Pursuant to the order of reference adopted by the Senate on Tuesday, February 24, 2009, the committee began its consideration of Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation.

APPEARING:

The Honourable Stockwell Day, P.C., M.P., Minister of International Trade and Minister for the Asia-Pacific Gateway.

WITNESSES:

Foreign Affairs and International Trade Canada:

David Plunkett, Director General, Bilateral and Regional Trade Policy Bureau;

Ton Zuijdwijk, General Counsel, Trade Law Bureau.

From the Department of Industry Canada:

Chummer Farina, Aerospace, Defence and Marine Branch.

Mr. Plunkett made a statement and, with Mr. Zuijdwijk, answered questions.

At 5:33 p.m. the Honourable Stockwell Day made a statement and with the assistance of Mr. Plunkett, answered questions.

At 6:11 p.m., it was agreed that the committee proceed to clause-by-clause consideration of Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on

PROCÈS-VERBAL

OTTAWA, le mercredi 22 avril 2009
(11)

[*Traduction*]

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international se réunit aujourd'hui, à 16 h 5, dans la pièce 160-S de l'édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable Consiglio Di Nino (*président*).

Membres du comité présents : Les honorable sénateurs Andreychuk, Corbin, Dawson, De Bané, C.P., Di Nino, Fortin-Duplessis, Grafstein, Mahovlich et Wallin (9).

Autre sénateur présent : L'honorable sénateur Kinsella (1).

Également présentes : Natalie Mychajlyszyn et Jennifer Paul, analystes, Service d'information et de recherche parlementaires, Bibliothèque du Parlement.

Aussi présents : Les sténographes officiels du Sénat.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le mardi 24 février 2009, le comité entreprend l'examen du projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse.

COMPARAÎT :

L'honorable Stockwell Day, C.P., député, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique.

TÉMOINS :

Affaires étrangères et Commerce international Canada :

David Plunkett, directeur général, Politique commerciale bilatérale et régionale;

Ton Zuijdwijk, avocat général, Direction générale du droit commercial international.

Industrie Canada :

Chummer Farina, Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine.

M. Plunkett fait une déclaration, puis avec l'aide de M. Zuijdwijk, répond aux questions.

À 17 h 33, l'honorable Stockwell Day fait une déclaration, puis avec l'aide de M. Plunkett, répond aux questions.

À 18 h 11, il est convenu que le comité procède à l'étude article par article du projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur

Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation.

l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse.

It was agreed that the title stand postponed.

Il est convenu de reporter l'étude du titre.

It was agreed that clause 1, the short title stand postponed.

Il est convenu de reporter l'étude de l'article 1, le titre abrégé.

With leave, it was agreed that clauses 2 and 3 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 2 et 3.

It was agreed that clause 4 carry.

Il est convenu d'adopter l'article 4.

It was agreed that clause 5 carry.

Il est convenu d'adopter l'article 5.

With leave, it was agreed that clauses 6, 7 and 8 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 6, 7 et 8.

It was agreed that clause 9 carry.

Il est convenu d'adopter l'article 9.

With leave, it was agreed that clauses 10, 11 and 12 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 10, 11 et 12.

With leave, it was agreed that clauses 13 and 14 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 13 et 14.

It was agreed that clause 15 carry.

Il est convenu d'adopter l'article 15.

With leave, it was agreed that clauses 16 to 22 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 16 à 22.

With leave, it was agreed that clauses 23 to 29 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 23 à 29.

With leave, it was agreed that clauses 30 to 37 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les articles 30 à 37.

It was agreed that clause 38 carry.

Il est convenu d'adopter l'article 38.

With leave, it was agreed that schedules 1 to 7 carry.

Avec la permission des membres du comité, il est convenu d'adopter les annexes 1 à 7.

It was agreed that clause 1, the short title carry.

Il est convenu d'adopter l'article 1, le titre abrégé.

It was agreed that the title carry.

Il est convenu d'adopter le titre.

It was agreed that the bill be adopted, without amendment.

Il est convenu de faire rapport du projet de loi sans amendement.

It was agreed that the chair report the bill to the Senate.

Il est convenu d'autoriser le président à faire rapport du projet de loi au Sénat.

At 6:17 p.m., the committee adjourned to the call of the chair.

À 18 h 17, le comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTEST:

ATTESTÉ :

Le greffier du comité,

Denis Robert

Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

Thursday, April 23, 2009

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade has the honour to present its

FIFTH REPORT

Your committee, to which was referred Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation, has, in obedience to the order of reference of Wednesday, April 22, 2009 examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

RAPPORT DU COMITÉ

Le jeudi 23 avril 2009

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Votre comité, auquel a été renvoyé le projet de loi C-2, Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 22 avril 2009 étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

Le président,

CONSIGLIO DI NINO

Chair

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, April 22, 2009

The Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade, to which was referred Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation, met this day at 4:05 p.m. to give consideration to the bill.

Senator Consiglio Di Nino (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I call the meeting to order. First, welcome to the meeting. The Senate has this afternoon referred to us Bill C-2. We have been asked to undertake a study of this bill for recommendation to the chamber.

Appearing with us today a little later on will be the Honourable Stockwell Day, Minister of International Trade. Because of the votes that have been taking place in the House of Commons and some other responsibilities, he will be a little late, but I understand he should be here approximately half an hour from now.

We have with us today as well officials from Foreign Affairs and International Trade Canada, Mr. David Plunkett, Director General, Bilateral and Regional Trade Policy Bureau; and Mr. Ton Zuijdwijk, General Counsel, Trade Law Bureau.

Gentlemen, welcome. I understand Mr. Plunkett will be making some comments and then you will be prepared to take questions from our members. The floor is yours, sir.

David Plunkett, Director General, Bilateral and Regional Trade Policy Bureau, Foreign Affairs and International Trade Canada: It is a great pleasure to appear before this committee to take part in this discussion on the Canada-European Free Trade Association free trade agreement and the implementing legislation that was tabled last Parliament.

I am here primarily because I was the last chief negotiator when this was concluded. I say "last" because this started in 1998 and we worked out way through seven or eight chief negotiators before it was finally concluded. I had the honour of being there at the end.

Obviously, these sorts of things are very much a team effort. It is not just our department; it includes other departments, such as Agriculture Canada, the Canada Border Services Agency, Finance Canada and others, along with Industry Canada, obviously, because of the ships issue.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 22 avril 2009

Le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères et du Commerce international, qui a été saisi du projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse, s'est réuni aujourd'hui à 16 h 5 pour examiner le projet de loi.

Le sénateur Consiglio Di Nino (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : La séance est ouverte. Tout d'abord, je vous souhaite la bienvenue. Le Sénat, cet après-midi, nous a renvoyé le projet de loi C-2. Nous avons le mandat d'entreprendre une étude de ce projet de loi pour formuler des recommandations à la Chambre.

Un peu plus tard aujourd'hui, l'honorable Stockwell Day, ministre du Commerce international, comparaîtra. En raison des mises aux voix qui ont lieu à la Chambre des communes et de certaines autres responsabilités, il sera un peu en retard, mais je crois comprendre qu'il sera ici dans une demi-heure environ.

Nous accueillons aussi aujourd'hui des représentants d'Affaires étrangères et Commerce international Canada, à savoir M. David Plunkett, directeur général, Politique commerciale bilatérale et régionale; et M. Ton Zuijdwijk, avocat général, Direction générale du droit commercial international.

Bienvenue messieurs. Je crois comprendre que M. Plunkett fera une allocution, puis que vous serez ensuite disposés à répondre aux questions des membres du comité. La parole est à vous, monsieur.

David Plunkett, directeur général, Politique commerciale bilatérale et régionale, Affaires étrangères et Commerce international Canada : C'est pour moi un grand plaisir de comparaître devant le comité et de participer à la discussion concernant l'accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange et la mise en œuvre des dispositions législatives qui ont été déposées lors de la dernière législature.

Je suis surtout ici parce que j'étais le dernier à assumer le rôle de négociateur principal au moment de la conclusion de cet accord. Je dis « dernier » parce que les négociations ont commencé en 1998 et sept ou huit négociateurs principaux se sont succédés avant qu'on mène l'exercice à terme. J'ai eu l'honneur d'assumer ce rôle à la fin.

De toute évidence, ce genre de choses est le fruit d'un effort d'équipe : en effet, c'est aussi l'œuvre d'autres ministères, comme Agriculture Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada, Finances Canada et d'autres encore, dont Industrie Canada, évidemment, vu la question des navires.

Following a few quick introductory remarks, we stand open to take any questions the committee may wish to put.

We believe that in the current global economic climate, closer economic cooperation is becoming more important than ever.

The Canada-EFTA agreement, or CEFTA agreement, is part of Canada's Global Commerce Strategy, which includes an aggressive trade negotiation agenda aimed at helping Canadian business compete in international markets and bring continued prosperity to Canadians. This is also our first free trade agreement since 2001, and our first such agreement with European countries.

The European Free Trade Association, EFTA, includes, as you said earlier, Iceland, Norway, Switzerland and Liechtenstein. These are developed, modern economies that offer significant potential markets for Canadian exporters. The EFTA countries are significant partners, with Canadian merchandise exports to the region totalling $4.2 billion and two-way merchandise trade valued at $13.2 billion in 2008.

This agreement has the potential to bring important benefits to Canadian exporters with the elimination of duties on all Canadian non-agricultural goods and the elimination or reduction in tariffs on selected agricultural products. Canadian manufacturers will benefit from lower-priced manufacturing inputs.

More broadly, we can assume that the Canada-EFTA agreement will benefit all regions of Canada. In 2008, Atlantic Canada exported $98 million to EFTA countries. Quebec exported $335.7 million worth of merchandise to EFTA countries, including $166 million in aircraft and aerospace products.

Ontario exported $3.6 billion worth of merchandise to EFTA in 2008, including $2.1 billion in nickel and nickel articles. Collectively, British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba exported $181 million worth of merchandise to the EFTA countries in 2008. This free trade agreement will undoubtedly entice new companies to invest in Canada as their North American base and current investors may also expand their investment.

In addition, the Canada-EFTA free trade agreement also provides a platform for Canadian business to expand commercial ties with the EFTA countries and to tap into the broader European value chain. This positive initiative with the EFTA countries demonstrates the priority Canada places in both diversifying its export markets and pursuing new market opening partnerships with Europe, one of the most important economic regions of the world.

Après de brèves observations préliminaires, nous serons prêts à répondre aux questions que voudra bien poser le comité.

À notre avis, dans le climat économique mondial actuel, une coopération étroite sur le plan économique est plus importante que jamais.

L'accord Canada-AELE, ou l'ALECA, s'inscrit dans la stratégie commerciale mondiale du Canada, qui comprend un programme dynamique de négociations commerciales visant à aider les entreprises canadiennes à faire concurrence sur les marchés internationaux et à assurer la prospérité continue des Canadiens. Du reste, il s'agit de notre premier accord de libre-échange depuis 2001, et c'est notre tout premier accord de ce type avec des pays européens.

L'Association européenne de libre-échange, l'AELE, comprend, comme vous l'avez dit plus tôt, l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein. Ce sont des économies stables et modernes qui offrent aux exportateurs canadiens des marchés potentiels intéressants. Les pays de l'AELE sont des partenaires importants — les exportations de marchandises canadiennes dans la région totalisent 4,2 milliards de dollars —, et la valeur des échanges de marchandises dans les deux sens était estimée à 13,2 milliards de dollars en 2008.

Cet accord pourrait être une source d'avantages importants pour les exportateurs canadiens, car il prévoit l'élimination des droits perçus sur tous les produits non agricoles canadiens et l'élimination ou la réduction des tarifs sur des produits agricoles sélectionnés. Les fabricants canadiens profiteront d'une baisse du coût des intrants de fabrication.

De façon plus générale, on peut supposer que l'accord Canada-AELE profitera à toutes les régions du Canada. En 2008, le Canada atlantique a exporté pour 98 millions de dollars de marchandises vers les pays de l'AELE, alors que les exportations québécoises vers les pays de l'AELE totalisaient 335,7 millions de dollars, dont 166 millions de dollars en produits aéronautiques et aérospatiaux.

L'Ontario a exporté des marchandises d'une valeur de 3,6 milliards de dollars aux pays de l'AELE, dont 2,1 milliards de dollars en nickel et en articles de nickel. Collectivement, la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba ont exporté pour 181 millions de dollars de marchandises vers les pays de l'AELE en 2008. Cet accord de libre-échange amènera assurément de nouvelles entreprises à investir au Canada et à considérer le pays comme leur base nord-américaine, et les investisseurs actuels augmenteront peut-être aussi leurs investissements.

En outre, l'accord de libre-échange Canada-AELE présente aux entreprises canadiennes une occasion d'étendre leurs liens commerciaux avec les pays de l'AELE et de tirer profit d'un accès global à la chaîne de valeur européenne. Cette initiative positive lancée avec les pays de l'AELE témoigne de l'importance qu'accorde le Canada à la diversification de ses marchés d'exportation et à la création — avec l'Europe, l'une des régions économiques les plus importantes du monde — de nouveaux partenariats visant l'ouverture des marchés.

Throughout the negotiations, the government consulted with provincial and territorial governments, as well as with Canadian business stakeholders. The Canadian negotiators wanted to ensure that their concerns and interests would be fully understood and taken into consideration during these negotiations.

One of the liveliest discussions that I have been party to as part of this consultative process relates to the shipbuilding issue. We believe that the free trade agreement addresses the domestic shipbuilding concerns in a number of ways, including a 15-year phase-out for the most sensitive items — the longest phase-out period for a Canadian industrial tariff in all our free trade agreements — specific provisions on repairs and alternations, on rules of origin and on government procurement.

We anticipate Minister Day to arrive shortly, so I will leave it at that and open up for questions. I am joined by my colleague, Mr. Chummer Farina, from Industry Canada.

The Chair: Mr. Farina, we are glad you are here. Hopefully, you will be participating in the questions and answers that will come.

Senator Corbin: My questions will be brief. The first one is about the summary that is provided concerning payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation and the institutional aspects of the free trade agreement. Have you a figure you can throw at us with respect to these anticipated costs?

Ton Zuijdwijk, General Counsel, Trade Law Bureau, Foreign Affairs and International Trade Canada: Senator, I would have difficulty quantifying the costs because a lot of this would pertain to special expenditures like the setting up of an arbitral tribunal if it came to dispute settlement proceedings. The regular expenses of meetings between officials and ministries would presumably be paid out of regular administrative operations.

Senator Corbin: Yes, okay. That seems satisfactory.

I notice on page 2 that the purpose of the act is to establish a free trade area.

[*Translation*]

And, in French, it says "pour établir une zone de libre-échange."

[*English*]

How should I interpret the meaning of the words "free trade area" or "zone" in French? To me, a zone is an area contained within specific boundaries, but here you have Canada on one side of the Atlantic and you have these four countries spread across

Tout au long des négociations, le gouvernement a tenu des consultations avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi qu'avec les intervenants du milieu des affaires canadien. En effet, les négociateurs canadiens voulaient s'assurer que leurs préoccupations et leurs intérêts seraient bien compris et pris en considération dans le cadre de ces négociations.

L'une des discussions les plus vives auxquelles j'ai participé au cours de ce processus consultatif était liée à la question de la construction navale. Nous croyons que l'accord de libre-échange tient compte, à de nombreux égards, des préoccupations relatives à la construction navale au pays, car il prévoyait, entre autres, l'élimination progressive sur 15 ans des questions les plus délicates — la plus longue période d'élimination progressive d'un tarif industriel au Canada de tous nos accords de libre-échange — ainsi que des dispositions précises sur les réparations et les remplacements, les règles d'origine et les marchés publics.

Nous nous attendons à ce que le ministre Day arrive bientôt, alors je m'arrête ici et je vous invite à poser des questions. Mon collègue, M. Chummer Farina, d'Industrie Canada, m'accompagne.

Le président : Monsieur Farina, nous sommes heureux que vous soyez ici. Nous espérons que vous participerez à la période de questions et de réponses.

Le sénateur Corbin : Mes questions seront brèves. La première concerne le sommaire présenté concernant le paiement par le Canada de sa part des dépenses associées au fonctionnement et aux aspects institutionnels de l'accord de libre-échange. Pouvez-vous nous donner un chiffre quant à ces coûts prévus?

Ton Zuijdwijk, avocat général, Direction générale du droit commercial international, Affaires étrangères et Commerce international Canada : Sénateur, j'aurais du mal à quantifier les coûts, car ils dépendront beaucoup des dépenses spéciales, comme la mise sur pied d'un tribunal arbitral, au cas où il serait nécessaire de régler des différends. Les dépenses régulières liées aux réunions entre les représentants et les ministères s'inscriraient probablement dans le budget alloué aux activités administratives courantes.

Le sénateur Corbin : Oui, d'accord. J'estime que c'est une explication satisfaisante.

Je remarque que, à la page 3, on précise que la loi a pour but d'établir une zone de libre-échange.

[*Français*]

Et en français, on dit pour établir une zone de libre-échange.

[*Traduction*]

Comment dois-je interpréter le sens des mots « zone de libre-échange » — ou plutôt « zone » — en français? Pour moi, une zone est une région circonscrite par des frontières précises, mais ici, il y a le Canada d'un côté de l'Atlantique et les quatre autres

Europe. How can you properly refer to this kind of an agreement as a free trade area, because we are so separate from each other?

Mr. Zuijdwijk: The term "free trade area" was used to justify the establishment of this free trade agreement in terms of the World Trade Organization, WTO, in particular Article 24 of the General Agreement on Tariffs and Trade, GATT, and the corresponding article on the services agreement of the —

Senator Corbin: You are being very technical. I appreciate what you are saying, but to me, it is of the order of a faraway concept, whereas a zone is something I can figure out geographically.

Mr. Plunkett: As Mr. Zuijdwijk was indicating, much of this is the normal jargon in this world.

Senator Corbin: Yes, but jargon has to mean something.

Mr. Plunkett: The key point here is that it identifies which countries are eligible to take advantage of the preferential provisions that are set out in a given agreement.

Senator Corbin: Why not use the word "partners" instead?

Mr. Plunkett: That is a very good question.

Senator Corbin: I will leave it at that. Words are important. They have to mean something specific.

My next question is with respect to clause 7 on page 3, which states:

> For greater certainty, nothing in this Act, the Agreement or the bilateral agreements applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

Why is that clause there?

Mr. Zuijdwijk: That has been an extended clause in all of our implementing legislation of free trade agreements, and it is to clarify that bulk export of water is not intended to be included.

Senator Corbin: Why do you not say so in the bill? Bulk water is the object of a lot of controversy between Canada and the U.S., and in fact there is some private legislation on the floor of the Senate right now attempting to deal with that matter. Again, I guess I would have to accept your word for it. It is on the record.

The Chair: What you are saying is that this is a standard clause that you use to cover that area or that specific — I am trying to think of the right term — exclusion of a product that will not be included in the agreement, for the reasons that we know that Senator Corbin has questioned.

Mr. Zuijdwijk: That is correct.

The Chair: Thank you.

pays situés un peu partout en Europe. Comment peut-on, dans le cadre de cet accord, parler d'une zone de libre-échange, alors que nous sommes si éloignés les uns des autres?

M. Zuijdwijk : Le terme « zone de libre-échange » a été utilisé pour justifier l'établissement de cet accord de libre-échange sous le régime de l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, particulièrement de l'article 24 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, et de l'article correspondant sur les ententes de services de...

Le sénateur Corbin : Vos propos sont très techniques. Je comprends ce que vous dites, mais, dans mon esprit, cela s'apparente à un concept abstrait, tandis qu'une zone est quelque chose que je peux situer dans l'espace.

M. Plunkett : Comme l'a souligné M. Zuijdwijk, ces termes s'inscrivent en grande partie dans le jargon normal de ce monde.

Le sénateur Corbin : Oui, mais il faut que le jargon ait un sens.

M. Plunkett : L'idée, c'est de définir les pays qui ont le droit de profiter des dispositions préférentielles prévues dans un accord donné.

Le sénateur Corbin : Pourquoi ne pas plutôt utiliser le terme « partenaires »?

M. Plunkett : C'est une très bonne question.

Le sénateur Corbin : Je n'insisterai pas plus. Le choix des mots est important. Ils doivent désigner quelque chose de précis.

Ma prochaine question concerne l'article 7, à la page 3, qui est ainsi libellé :

> Il est entendu que ni la présente loi, ni l'accord, ni les accords bilatéraux ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.

Quel est l'intérêt de cet article?

M. Zuijdwijk : Il s'agit d'une disposition générale qui est inscrite dans tous nos textes législatifs de mise en œuvre d'accords de libre-échange, et elle vise à préciser que les exportations d'eau en vrac ne sont pas visées par l'accord.

Le sénateur Corbin : Pourquoi ne le dites-vous pas dans le projet de loi? L'exportation en vrac de l'eau fait l'objet d'une vive controverse entre le Canada et les États-Unis et, de fait, le Sénat étudie actuellement des projets de loi d'intérêt privé qui visent à régler le problème. Encore une fois, j'imagine que je vais devoir vous croire sur parole. C'est maintenant sur le compte rendu.

Le président : Ce que vous dites, c'est qu'il s'agit d'une clause type que vous utilisez pour couvrir cet aspect ou — j'essaie de trouver le bon mot — pour exclure un produit en particulier de la portée de l'accord, pour les raisons que nous avons entendu le sénateur Corbin remettre en question.

M. Zuijdwijk : C'est exact.

Le président : Merci.

Senator Corbin: I do not see the need for that clause in this legislation. If we were dealing with the U.S., it would be an entirely different matter. We will leave it at that. I guess when you make these deals you attempt to cover all possible fronts.

I would refer you to page 16, under clause 31:

> For the purposes of this Act, goods are imported from one of the following countries if they are shipped directly to Canada from that country:

You have NAFTA countries — the U.S. and Mexico — and Chile and Costa Rica. Why is that inserted in this specific accord? There must be a reason for that.

Mr. Plunkett: Our colleague from the Department of Finance was asked this question in a house context, and he indicated that basically this identifies where in the customs tariff the necessary changes have to be made. This is an evergreen list that is modified as we continue to add countries to this act. The additions here are Iceland, Liechtenstein, Norway and Switzerland.

Senator Corbin: So one day if we make a free trade deal with Colombia, Colombia would be added to the list?

Mr. Plunkett: That is my understanding. The next time you see this, the list will be longer.

Senator Wallin: On clause 7 that Senator Corbin referred to, I assume that your argument is you put those things in there so they are ruled out and cannot be debated at a later point or raised at a later point. We have seen that discussion before on the water front, so it is a new, preventive measure.

On the latter point raised regarding including the list of existing deals, because partners become party to the other deals, I am assuming that is a legal requirement.

My third quick point is something you may want to leave for the minister, but you may have some views. Because of the other bilaterals or our bilaterals that exist, was there any area where down-side or preferential treatment or any of those issues came up? Do we have a deal with Peru or the United States or Mexico where we saw some area of conflict? I am looking at the list of goods. It does not seem to me that there would be something, but there are questions like the shipbuilding issue and the use of government contracts. Is that an actionable item or might that be used by one of our other trading partners to say, "Why are you doing it there and you cannot do it here if it is prohibited in this deal?"

Le sénateur Corbin : Je ne vois pas l'intérêt de cette disposition dans le texte législatif. Si nous faisions affaire avec les États-Unis, se serait une tout autre question. Je n'insisterai pas plus. J'imagine que, lorsqu'on conclut ces marchés, il faut tenter de parer à toute éventualité.

Je vous renvoie à la page 16, article 31 :

> Pour l'application de la présente loi, les marchandises qui sont expédiées directement au Canada à partir d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse sont des marchandises importées de ce pays, selon le cas.

L'article mentionne des pays de l'ALENA — les États-Unis et le Mexique — ainsi que le Chili et le Costa Rica. Pourquoi cette disposition est-elle inscrite dans cet accord particulier? Il doit bien y avoir une raison.

M. Plunkett : Notre collègue du ministère des Finances a dû répondre à cette question dans le cadre d'une activité de la Chambre, et il a expliqué que, essentiellement, cette disposition précise les éléments du tarif des douanes qui doivent être modifiés. C'est une liste continuellement mise à jour qui est modifiée chaque fois qu'on ajoute un pays au texte de loi. En l'occurrence, les ajouts sont l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

Le sénateur Corbin : Alors, si un jour nous concluons un accord de libre-échange avec la Colombie, la Colombie sera ajoutée à la liste?

M. Plunkett : C'est ce que je crois comprendre. La prochaine fois que vous verrez ce texte, la liste sera plus longue.

Le sénateur Wallin : Pour ce qui est de l'article 7, que le sénateur Corbin a mentionné, je suppose que vous inscrivez ces choses pour qu'elles soient écartées et ne puissent faire l'objet d'un débat ni être soulevées à l'avenir. Nous avons déjà eu cette discussion concernant l'eau, alors il s'agit d'une nouvelle mesure préventive.

Quant à la dernière question que vous avez soulevée concernant l'inclusion de la liste des accords existants, du fait que les partenaires sont parties à d'autres accords, je suppose qu'il s'agit d'une exigence juridique.

La troisième idée que j'avancerai brièvement est peut-être une question que vous voudrez laisser au ministre, mais vous aurez peut-être des commentaires à apporter. Compte tenu des autres accords bilatéraux ou de nos accords bilatéraux existants, y a-t-il eu un aspect qui a soulevé des questions de traitement désavantageux ou préférentiel ou toute autre chose? Y a-t-il un marché que nous avons conclu avec le Pérou, les États-Unis ou le Mexique qui a occasionné des conflits? Je regarde la liste de marchandises. Je n'ai pas l'impression qu'il y aurait quelque chose, mais il y a des questions comme la construction navale et l'utilisation de contrats gouvernementaux. Est-ce un enjeu qui pourrait donner lieu à des poursuites ou qui pourrait être invoqué par un autre de nos partenaires commerciaux, qui dirait : « Note entente l'interdit : pourquoi le faites-vous là-bas et ne pouvez pas le faire ici? »

Mr. Plunkett: As we go through any negotiation, we are very conscious of both what we have done in the past and what we potentially want to do in the future. I never leave home without lawyers because they have these concepts of forward and backward, most favoured nation. You can tie yourself up into knots very carefully. This applies across the board.

I will have a discussion tomorrow, for example, with our colleagues from Singapore as we are trying to move those negotiations forward.

We are stumbling over the issue of the applicability, both backwards and forwards, to specific clauses. We do go through that. Whether it is in investments, or goods, or whatever, we are very conscious of that, which is why these negotiations can take as long as they do, because you must be certain. Once it becomes a legal document, a treaty, you are stuck with the consequences, even if they are unintentional.

Senator Wallin: Shipyards, for example, which are supported by government procurement here, are specific. I take it you have already looked at that and you are feeling that ground is safe?

Mr. Plunkett: Yes, because procurement is not covered by the agreement, so we have taken on no obligations.

Senator Grafstein: First, I want to welcome Mr. Plunkett and his colleague Ton Zuijdwijk, from The Hague, a very important place. With all that international expertise, he now lends his expertise to Canada. I want to welcome you both, and the same for Mr. Fowler.

I want to compliment you on this bill. As I told you, Mr. Plunkett, you gave me your copy and I read it last night. I found it fascinating reading. You always learn something.

Before I raise two or three specific issues with this, could you tell us briefly where we stand roughly on other free trade agreements? What is in the pipeline and how close are we to some of them? You mentioned to me in our private meetings one or two. Perhaps you would put on the record what is in the pipeline close to fruition. You mentioned Singapore today.

Mr. Plunkett: This one is the farthest advanced, obviously. Colombia and Peru are in the House of Commons and starting through that process. We have concluded with Jordan. It is a goods-only agreement. We are exchanging draft material, text, with the Jordanians. There is a concept that I am now more aware of than I was a few months ago, which is the "legal scrub." After the negotiators think they have finished their job, you give the text to the lawyers and they fix it.

Senator Grafstein: Or not.

M. Plunkett : Dans le cadre de toute négociation, nous gardons toujours à l'esprit ce que nous avons fait par le passé et ce que nous pourrions vouloir faire à l'avenir. Je ne pars jamais sans avocats, car ces gens ne perdent jamais de vue ces concepts d'avant et d'après, de nation la plus favorisée. On peut facilement s'empêtrer. C'est quelque chose qui s'applique universellement.

Par exemple, j'entreprendrai demain une discussion avec nos collègues de Singapour afin de faire progresser les négociations.

Nous achoppons sur la question de l'applicabilité, avant et après, de dispositions précises. Nous nous penchons effectivement sur ces problèmes. Qu'il s'agisse d'investissements, de biens ou je ne sais quoi, nous sommes très conscients de cette réalité, et c'est pourquoi les négociations peuvent durer aussi longtemps, car il faut être certain. Une fois que le document a force de loi, qu'il devient un traité, il faut assumer les conséquences, même si elles ne sont pas intentionnelles.

Le sénateur Wallin : Les chantiers navals, par exemple, qui sont ici soutenus par les marchés publics, sont un cas particulier. Je suppose que vous avez déjà examiné cet aspect et que vous estimez qu'il n'y a aucun problème?

M. Plunkett : Oui, car l'accord ne vise pas l'approvisionnement, alors nous n'avons pas pris d'engagements à cet égard.

Le sénateur Grafstein : Tout d'abord, je tiens à souhaiter la bienvenue à M. Plunkett et à son collègue, Ton Zuijdwijk, de la Haye, lieu très important. Fort de son expérience sur la scène internationale, il met son expertise au service du Canada. Je veux vous souhaiter la bienvenue à tous les deux, et aussi à M. Fowler.

Je tiens à vous féliciter pour ce projet de loi. Comme je vous l'ai dit, monsieur Plunkett, vous m'avez donné votre copie et je l'ai lue hier soir. J'ai trouvé cette lecture fascinante. On apprend toujours quelque chose.

Avant que je soulève deux ou trois questions précises à ce sujet, pourriez-vous nous dire, brièvement, où nous en sommes, dans l'ensemble, pour ce qui est des autres accords de libre-échange? Pourriez-vous nous dire ce qui s'en vient et quels sont nos progrès à ce chapitre? Vous m'avez parlé d'une ou deux choses dans le cadre de nos entretiens privés. Peut-être que vous pourriez, aux fins du compte rendu, nous parler des projets qu'on est sur le point de mener à terme. Vous avez parlé de Singapour, aujourd'hui.

M. Plunkett : C'est le projet le plus avancé, de toute évidence. Les accords avec la Colombie et le Pérou ont été déposés à la Chambre des communes, et le processus est enclenché. Nous avons conclu l'accord avec la Jordanie. Cet accord porte uniquement sur les marchandises. Nous sommes en train d'échanger des ébauches et des propositions de dispositions avec les Jordaniens. Il existe un concept, que je comprends mieux maintenant qu'il y a quelques mois, qu'on appelle le « polissage juridique ». Une fois que les négociateurs croient qu'ils ont terminé leur travail, on donne le texte aux avocats, et ils l'arrangent.

Le sénateur Grafstein : Ou pas.

Mr. Plunkett: Yes. Obviously, the agreements have to be equally authentic in English, French and, in some instances, a third language or, in the case of the European Union, about 23 or 24 languages. This is becoming a burden on the legal staff within our system. They have to make the agreements perfect and, because they are all equally authentic, they all have to say the same and mean the same. That takes time.

Those are the ones that are concluded and working their way through the process. We have had 13 rounds with Korea, and we are hopeful that agreement will conclude, but there are still a few tough issues that must be sorted out before that is doable.

Singapore is another one that had been hung up for a while. I am having a discussion with my counterpart tomorrow morning to see if we can figure out a way to move that one forward. We have had some very good discussions with the EU and we are hoping to see some progress there to be announced in the coming days.

We had hoped to conclude with Panama just before the Summit of the Americas. We are close, but we are hung up on a couple of agricultural items there. I would anticipate that that would be the next one we will be able to conclude.

We are engaged with the CA4, the Central America Four: Honduras, Nicaragua, El Salvador and Guatemala. That had stalled for a while, but there seems to be new life in it. I think the next meeting is scheduled for May.

The Caribbean is, frankly, quite frustrating, because it took a long time for the Caribbean to sort out how it wanted to deal with this. They had gone through an extensive negotiation with the European Union and I think they were, if you will pardon the phrase, licking their wounds and trying to figure out what hit them. We have made some progress there and I anticipate we will have a first negotiating round shortly with them. It is the same with the Dominican Republic, where we have a separate negotiation. They, too, went through the EU ringer and are still trying to sort themselves out after that.

Looking further down the road, we are hopeful that we can get something up and running with India in the fall. They are about to have an election or are in election mode right now, so we basically have to wait until they go through that process before we can re-engage with them. We have also started to talk to Morocco about a possible free trade agreement there.

You may have noted that Minister Day was in Japan a few days ago. We will sit down with the Japanese to see whether we can find common ground to move the bilateral relationship forward.

M. Plunkett : Oui. Évidemment, les versions de l'entente en français, en anglais et, dans certains cas, dans une troisième langue ont la même valeur juridique et, dans le cas de l'Union européenne, l'accord doit être traduit dans 23 ou 24 langues. C'est un fardeau qui commence à peser lourd sur notre personnel juridique. Il est chargé de faire en sorte que les accords soient parfaits et, puisque toutes les versions ont la même valeur juridique, chaque texte doit dire la même chose et signifier la même chose. Cela prend du temps.

Voilà donc les accords qui ont été conclus et dont le processus est enclenché. Nous avons tenu 13 séries de négociations avec la Corée, et nous espérons qu'un accord sera conclu, mais il reste encore quelques problèmes épineux à régler avant que cela soit possible.

Le processus amorcé avec Singapour en est un autre qui est stagnant depuis un bon moment. Je tiendrai une discussion avec mon homologue demain matin pour voir si nous pouvons trouver une façon d'aller de l'avant. Nous avons eu de bonnes discussions avec l'UE, et nous espérons pouvoir annoncer des progrès à ce chapitre dans les jours à venir.

Nous espérions conclure un accord avec le Panama juste avant le Sommet des Amériques. Nous y sommes presque, mais nous nous heurtons à deux ou trois questions d'agriculture. Je m'attends à ce que ce soit le prochain accord que nous réussissions à conclure.

Nous sommes en cours de négociation avec le CA4, le Groupe des quatre de l'Amérique centrale : le Honduras, le Nicaragua, El Salvador et le Guatemala. Les travaux avaient été interrompus pendant un moment, mais ils semblent reprendre leur cours. Je crois que la prochaine réunion est prévue pour mai.

La situation avec les Caraïbes est, franchement, assez frustrante, car leurs représentants ont mis beaucoup de temps à déterminer comment ils voulaient procéder. Les Caraïbes avaient négocié longuement avec l'Union européenne, et je crois qu'elles y avaient perdu des plumes, si vous me passez l'expression, et tentaient de comprendre ce qui leur était arrivé. Nous avons fait des progrès sur ce plan, et je m'attends à ce que nous tenions une première série de négociations dans très peu de temps. C'est la même chose avec la République dominicaine, avec laquelle nous menons des négociations distinctes. Ce pays a aussi été mis à rude épreuve par l'UE, et il tente toujours de se remettre de cet épisode.

Pour ce qui est de l'avenir à plus long terme, nous espérons pouvoir établir quelque chose de fonctionnel avec l'Inde à l'automne. Le pays tiendra bientôt une élection ou est déjà en mode électoral, alors nous devons essentiellement attendre la fin de ce processus avant de pouvoir reprendre nos travaux. Nous avons aussi commencé à discuter avec le Maroc de la possibilité de négocier un accord de libre-échange.

Vous avez peut-être remarqué que le ministre Day était au Japon il y a quelques jours. Nous prendrons le temps de discuter avec les Japonais pour voir si nous pouvons trouver un terrain d'entente qui nous permettra de faire progresser la relation bilatérale.

That is just the free trade agreement front. Obviously, there are other tools that we are using as well, for example the investment protection agreements, science and technology, and so on; we have a lot of balls up in the air. As I indicated, we are trying to pursue as aggressive a trade policy agenda as we can, in many regions.

We consulted with the business community; we tried to ensure that this reflects what the business interests want, and we will get as ambitious and comprehensive an agreement as we possibly can.

The Chair: That is quite an extensive list. I am impressed that you remember them all.

Senator Grafstein: I have a brief supplemental and then I will get to the heart of the bill. What about the Mercosur?

Mr. Plunkett: Yes. I have told many people that it has not escaped our attention that Brazil and others are the big parties of Latin America. We have had dialogue in the past, and my colleague was telling me earlier in the day that we are hoping to bring some life back into a bilateral economic dialogue issue here. We have looked at this on a number of occasions. It will be a challenge. There are many sensitivities on both sides that would have to be sorted out.

One issue we would have to face is whether Brazil, in particular, would be prepared to put services on the table. That is not 100 per cent certain. That would be of interest to us.

My understanding is that they have concluded but not yet ratified about 12 investment agreements. Investment is an area that would be important to us. Going through a huge process to get an agreement that we are not convinced would ever see the light of day involves resources issues here. Obviously, this is a huge market. We will continue to figure out a way to improve the economic relations with this area as this process unfolds.

My background from the WTO or GATT perspective is that I am a believer in building blocks. Although you cannot reach the full thing right at the beginning, if you can meet incremental gains and build up in a way that allows both parties to get mutual benefits, so be it. However, it is one that is constantly comes back to us, particularly in the context of the Americas strategy, and why you are not doing more with this huge entity. It is not without its challenges.

Senator Grafstein: Canada has a huge, historic relationship with Brazil, which is at the heart of it. Canada helped develop a number of industries before the turn of the century. I think it is important to deal with the smaller countries, but the big elephant on the block is the Mercosur. The EU has entered into an agreement with them. I am not sure what the context is, but they have an agreement of some sort, so that might be a route to follow.

Et je n'ai parlé que des accords de libre-échange. De toute évidence, nous utilisons aussi d'autres outils, par exemple, les accords de protection de l'investissement, les sciences et la technologie, et tout le reste; et nous avons beaucoup d'activités en cours. Comme je l'ai mentionné, nous tentons d'adopter un programme de politiques commerciales aussi dynamique que possible, dans nombre de régions.

Nous avons tenu des consultations auprès du milieu des affaires; nous avons essayé de nous assurer que nos mesures reflètent ses intérêts, et nous conclurons un accord aussi ambitieux et exhaustif que possible.

Le président : C'est une liste assez exhaustive. Je suis impressionné du fait que vous vous rappelez tout cela.

Le sénateur Grafstein : J'ai encore un bref commentaire, puis j'irai au cœur du projet de loi. Qu'en est-il du Mercosur?

M. Plunkett : Oui. J'ai dit à bien des gens que nous reconnaissons effectivement que le Brésil et d'autres pays sont les gros joueurs de l'Amérique latine. Nous avons entrepris un dialogue par le passé, et mon collègue me disait plus tôt aujourd'hui que nous espérons raviver le dialogue économique bilatéral à ce chapitre. Nous avons examiné la situation à plusieurs reprises. Ce sera tout un défi. Il y a beaucoup de questions délicates, des deux côtés, qui devront être réglées.

Une des questions que nous devrons aborder consiste à déterminer si le Brésil, en particulier, est disposé à négocier la question des services. Ce n'est pas tout à fait certain. Une telle éventualité serait intéressante pour nous.

Je crois savoir que ce pays a conclu, mais pas ratifié, environ 12 accords d'investissement. L'investissement est un secteur auquel nous attachons de l'importance. Le fait de se soumettre à un énorme processus en vue d'obtenir un accord qui, à notre avis, ne verrait pas nécessairement le jour peut poser problème sur le plan des ressources. Évidemment, il s'agit d'un marché énorme. Nous continuerons à chercher une façon d'améliorer les relations économiques avec cette région à mesure qu'évolue le processus.

À la lumière de mon expérience auprès de l'OMC et du GATT, je suis partisan de la politique des petits pas. On ne peut pas toujours atteindre le résultat intégral dès le début, mais, si on peut faire des gains progressifs, petit à petit, de façon à ce que les deux parties tirent avantages du processus, c'est toujours ça de pris. Toutefois, c'est un thème récurrent, particulièrement dans le contexte de la stratégie des Amériques : « Pourquoi n'en faites-vous pas davantage auprès de cette énorme entité? » Certes, cela présente des défis.

Le sénateur Grafstein : Le Canada a toujours entretenu de bonnes relations avec le Brésil, qui est au cœur de tout cela. Le Canada l'a aidé à mettre en valeur nombre d'industries avant le tournant du siècle. Je crois qu'il est important de s'occuper des petits pays, mais l'élément crucial, c'est le Mercosur. L'UE a conclu un accord avec ce marché. Je ne connais pas bien le contexte, mais ils en sont arrivés à une certaine forme d'entente, alors leur démarche pourrait être intéressante à suivre.

Where are we on the EU with that wonderful, open-minded commission of trade at the EU? I am being sarcastic.

Mr. Plunkett: A number of us went back and forth to Europe over the last few months and we have made a fair bit of progress, which is reflected in the Canada-EU summit declarations that Prime Minister Harper issued — the latest one being in October of last year — where we set in motion a process to look at ways to see if we could, in effect, launch negotiations for a comprehensive economic partnership.

On June 5, after a lot of back and forth, we issued what the Europeans refer to as a scoping document, which is public. We were not quite sure what this was when we started, but it is their way of doing it. In effect, it is an exploratory process where we try to determine in a potential agreement what would be on the table and what would be off the table. This document was sorted out with the Europeans and was made public on June 5, and since that point both parties have gone into their respective systems to develop the documentation required to get a mandate that would allow for a formal launch of negotiations. We are hopeful that we will see some progress in this area in the very near term. Various steps must still be gone through, but we have made a lot of progress over the last number of months.

Senator Grafstein: Thank you for that.

I will give you the four areas of my questions. Mr. Plunkett is familiar with this because we had a meeting yesterday to talk about it, so he has notice of these. He might respond to my concerns about the agreement in hand.

First, why not services? If not now, when?

Second, agricultural goods: Why the delay on expanding the number of areas or pieces of agricultural goods? Our farmers are competitive and ready to export.

Third, the obscene provisions respecting the phase-out of tariffs as it applies to selected vessels: Why does it take so long when our major competitor is Norway and it has the same type of cost structures we do? Why the delay there?

Finally, a comparative analysis of the dispute mechanisms: How do they compare to NAFTA, which we have questions about? Is there an improvement here?

The Chair: May I suggest that we welcome the minister, who is just arriving? We have been joined by Minister Stockwell Day, Minister of International Trade.

Welcome, minister. We have had comments by Mr. Plunkett, and our colleagues have asked a few questions. Would you like to make a few comments to start with or just go on to the question period?

Où en sommes-nous au chapitre de l'UE et de sa merveilleuse délégation commerciale, si ouverte d'esprit? C'est du sarcasme, bien sûr.

M. Plunkett : Nombre d'entre nous avons fait la navette entre le Canada et l'Europe au cours des derniers mois, et nous avons fait des progrès considérables, que reflètent les déclarations prononcées par le premier ministre Harper dans le cadre du Sommet Canada-UE, dont la dernière date du mois d'octobre dernier; nous avons amorcé un processus visant à trouver des façons d'entamer des négociations pour créer un partenariat économique complet.

Le 5 juin, après beaucoup de va-et-vient, nous avons émis ce que les Européens appellent un document d'orientation, qui est accessible au public. Nous n'étions pas vraiment certains de quoi il s'agissait lorsque nous avons commencé, mais c'est leur façon de faire les choses. En effet, c'est un processus exploratoire au cours duquel nous tentons de déterminer quels éléments feraient l'objet de négociations. Ce document a été préparé avec les Européens et a été rendu public le 5 juin, et, depuis cette date, les deux parties sont retournées de leur côté pour mettre au point les documents nécessaires à l'obtention du mandat qui permettrait d'amorcer officiellement les négociations. Nous espérons voir des progrès à ce chapitre dans un avenir très proche. Il nous reste encore beaucoup d'étapes à franchir, mais nous avons fait beaucoup de progrès au cours des derniers mois.

Le sénateur Grafstein : Merci de vos observations.

Voici les quatre volets de ma question. M. Plunkett sait bien ce que je veux savoir, car nous nous sommes rencontrés hier pour en parler, alors il est au courant. Il dissipera peut-être mes préoccupations concernant l'accord qui nous intéresse.

Tout d'abord, pourquoi ne pas inclure les services? Si on ne le fait pas maintenant, quand le fera-t-on?

Deuxièmement, les produits agricoles : pourquoi retarder l'augmentation du nombre de secteurs de produits agricoles? Nos agriculteurs sont concurrentiels et prêts à exporter.

Troisièmement, les odieuses dispositions concernant l'élimination progressive des tarifs visant des navires sélectionnés : Pourquoi le processus est-il si long, alors que notre principal concurrent est la Norvège, qui est soumise aux mêmes structures de coûts que nous? Pourquoi un tel atermoiement?

Enfin, une analyse comparative des mécanismes de règlement de différends : comment se distinguent-ils de ceux de l'ALENA, que nous remettons en question à certains égards? Y a-t-il une amélioration à ce chapitre?

Le président : Je propose que nous accueillions le ministre, qui vient d'arriver. Le ministre Stockwell Day, ministre du Commerce international, se joint à nous.

Je vous souhaite la bienvenue, monsieur le ministre. M. Plunkett a fait des commentaires, et nos collègues viennent de poser quelques questions. Aimeriez-vous faire quelques commentaires préliminaires pour commencer, ou simplement passer à la période de questions?

[*Translation*]

Stockwell Day, Minister of International Trade and Minister for the Asia-Pacific Gateway: I appreciate the Senate's interest in this free trade agreement. It is very important for our economy and, in my opinion, for our lives. It is a very important arrangement because, like other free trade agreements, it opens doors for our business people, our investors and our workers.

[*English*]

In a time of protectionism — or the risk of it around the world as we are in this global contraction — we have heard clearly from the G20 leaders that countries should resist this urge. We are going about making sure our economy is as vibrant as possible in a number of ways, pursuing trade agreements within the WTO structure, but also within other bilateral and in some cases multilateral areas.

This particular agreement, which allows tariff removal for industrial products and considerable reductions for a number of agricultural products, will give our entrepreneurs, our producers, our manufacturers, and ultimately our workers the opportunity to have more areas to market. As you know, with margins being much tighter in this time of intense downturn in economies, every cent, dollar and percentage makes a difference.

Last year, there was about $13.1 billion of two-way trade between these entities and Canada. When you average out the tariff removal, there is an immediate saving to our producers and our exporters of about $5 million, which in some cases can make the difference between staying alive and not.

The other factor is that this gives us a significant lever into the EU. As you are probably aware, we have completed the scoping exercise for an EU free trade agreement, and we are hoping to announce soon the beginning of formal discussions and negotiations.

I know that you are well versed on this particular free trade agreement. As much as I would like to talk about it at length, because I am kind of excited about it and the possibilities it brings, I will defer to your wisdom, your questions and your advice at this point. Thank you for your consideration.

The Chair: Thank you, minister. Senator Grafstein was in the middle of asking some questions, and he may want to repeat them.

Senator Grafstein: First of all, minister, thank you for coming. We have had a terrific report about the progress of your department with respect to all the free trade agreements. Some of us are Manchester liberals and believe in free trade, the sooner the better. If your department needs more resources, I think this is as important an economic front as the government can have in terms of diversifying trade, because we cannot rely on the Americans as we once did. Good luck to you on all these fronts,

[*Français*]

Stockwell Day, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique : J'apprécie l'intérêt du Sénat pour l'Accord de libre-échange. C'est très important pour notre économie et, à mon avis, pour notre vie. C'est un échange très important parce que comme les autres Accords de libre-échange, ils peuvent ouvrir des portes pour nos entrepreneurs, nos investisseurs et nos travailleurs.

[*Traduction*]

En temps de protectionnisme — ou de risque de telles mesures sur la planète entière, plongée dans la crise financière —, les dirigeants du G20 ont clairement invité les pays à résister à la tentation. Nous nous efforçons de veiller à ce que notre économie soit aussi dynamique que possible, d'un bon nombre de façons, en négociant des accords commerciaux sous l'égide de l'OMC, mais nous participons également de façon active à des initiatives bilatérales, et, dans certains cas, multilatérales.

L'accord dont nous parlons aujourd'hui, qui prévoit l'élimination des tarifs pour les produits industriels et d'importantes réductions pour un certain nombre de produits agricoles, permettra à nos entrepreneurs, à nos producteurs, à nos fabricants et, au bout du compte, à nos travailleurs, de tirer avantage de nouveaux marchés. Comme vous le savez, puisque les marges se resserrent en période de repli économique, chaque cent, chaque dollar et chaque fraction a une incidence.

L'année dernière, la valeur des échanges bilatéraux entre ces entités et le Canada a atteint environ 13,1 milliards de dollars. En tenant compte de l'élimination des tarifs, on constate une économie immédiate pour nos producteurs et nos exportateurs d'environ cinq millions de dollars; dans certains cas, c'est la différence entre la vie et la mort.

L'autre chose, c'est que nous sommes ainsi dotés d'un important levier d'action auprès de l'UE. Comme vous le savez probablement, nous avons terminé les discussions ayant pour but de définir les paramètres d'un accord de libre-échange avec l'UE, et nous espérons annoncer bientôt le début des discussions et des négociations officielles.

Je sais que vous connaissez bien l'entente de libre-échange en question. Même si j'aimerais vous en parler en long et en large, car je suis assez enthousiasmé par les possibilités qu'il présente, je m'en remets maintenant à votre sagesse et à vos conseils, et je suis prêt à recevoir vos questions. Merci de votre considération.

Le président : Merci, monsieur le ministre. Le sénateur Grafstein était en train de poser des questions, et il voudra peut-être les répéter.

Le sénateur Grafstein : Tout d'abord, monsieur le ministre, merci d'être venu. On nous a dit beaucoup de bien au sujet des progrès de votre ministère concernant tous les accords de libre-échange. Certains d'entre nous sommes tenants du libéralisme de Manchester, et nous croyons aux vertus du libre-échange, le plus tôt sera le mieux. Si votre ministère a besoin de plus de ressources, je crois que nous devons le soutenir, car il est l'un des plus importants outils du gouvernement pour diversifier les échanges,

and you will find very receptive support on this side of the aisle. By the way, I had the great opportunity of reading the treaty last night. It is very interesting and well done.

et nous ne pouvons plus nous appuyer sur les Américains comme autrefois. Je vous souhaite bonne chance dans tout ces dossier, et vous trouverez un soutien très chaleureux de notre côté. Soit dit en passant, j'ai eu la merveilleuse occasion de lire le traité hier soir. Il est très intéressant et bien fait.

I had raised four issues and concerns with Mr. Plunkett. The first is services: Why not services? If not now, when? Second, agricultural goods: We have hotly competitive farmers, so why the small number of applications of the various products for agriculture? Our farmers need more markets and are ready to compete. Third, ships: Why is there this obscene delay with respect to ships when our major competitor is Norway, which has the same cost structures we do? Why can we not compete with Norway? I do not understand that. Why is there the obscene delay of 15 years and no tariff reduction for three years? The fourth issue is dispute mechanisms, and this committee is very familiar with dispute mechanisms.

J'avais attiré l'attention de M. Plunkett sur quatre questions et préoccupations. Premièrement, les services : pourquoi pas les services? Si on ne le fait pas maintenant, quand le fera-t-on? Deuxièmement, les produits agricoles : nous avons des agriculteurs extrêmement concurrentiels, alors pourquoi un si petit nombre d'applications pour tous les différents produits agricoles? Nos agriculteurs ont besoin de plus de marchés, et ils sont prêts à se lancer dans la mêlée. Troisièmement, les navires : pourquoi prévoit-on un délai aussi long concernant les navires, alors que notre principal concurrent est la Norvège, qui est soumise aux mêmes structures de coût que nous? Pourquoi ne pouvons-nous pas faire concurrence à la Norvège? Je ne comprends pas. Pourquoi un délai odieux de 15 ans, et aucune réduction des tarifs pendant trois ans? La quatrième question concerne les mécanismes de règlement des différends, et le comité connaît très bien ces mécanismes.

NAFTA has had its challenges. I have read the provisions in the treaty — your staff led me through some of them — and I think they are an improvement. However, we would like to know how effective they would be. Could you quantify for us what improvement in the dispute mechanisms there would be in this agreement as compared to NAFTA and the FTA?

L'ALENA a présenté sa part de difficultés. J'ai lu les dispositions du traité — vos collaborateurs m'en ont expliqué quelques-unes —, et je crois qu'elles constituent une amélioration. Toutefois, nous aimerions savoir à quel point elles peuvent se révéler efficaces. Pouvez-vous nous dire précisément quelles sont les améliorations des mécanismes de règlement des différends de cet accord, comparativement à l'ALENA et à l'ALE?

Mr. Day: Those are all good questions. Regarding services, you asked why not, and when. The answer to "why not" is simply that discussion on this started about 10 years ago. We think that is a long time to be out there. Discussions were suspended for almost six years after 2000. We simply want to get this moving.

M. Day : Ce sont toutes de bonnes questions. Pour ce qui est des services, vous avez demandé « pourquoi pas » et « quand ». La réponse à « pourquoi pas » est simplement que la discussion à ce sujet a été entamée il y a environ 10 ans. Nous croyons que c'est une très longue période. Les discussions ont été interrompues pendant presque six ans après 2000. Nous voulons tout simplement que les choses progressent.

There is a provision that a significant discussion must be begun on the services aspect within three years. That is part of the actual provision. Services are important and we would like to see that come into it, but we want to move ahead. There is acknowledgement on all sides that we will get into the services discussion. That will come next.

Il y a une disposition selon laquelle il faut amorcer d'importantes discussions au sujet des services d'ici trois ans. C'est en effet inscrit dans la disposition. Les services sont importants, et nous aimerions les voir intégrés à l'accord, mais nous voulons progresser. Toutes les parties conviennent d'entreprendre bientôt la discussion au sujet des services. C'est la prochaine étape.

As for agriculture goods, not all goods are going to zero per cent. For potato products, this is the first time ever with any country that there has been acknowledgement in that particular field. Some products, such as durum wheat, for instance, under certain amounts of quota will go in without tariffs. You get what you can; you look at the major exports and you start to hammer down the tariff lines. That is why there is a mixed bag of agricultural products.

Quant aux produits agricoles, ils ne tomberont pas tous à zéro pour cent. Dans le cas des produits de la pomme de terre, c'est la toute première fois qu'on s'entend avec un pays à ce chapitre. Certains produits, comme le blé dur, par exemple, sous réserve de certains quotas, seront exempts de tarifs. On obtient ce que l'on peut; il faut déterminer quelles sont les principales exportations et s'attaquer aux lignes tarifaires. C'est pourquoi il y a un ensemble hétéroclite de produits agricoles.

We must keep in mind that Canada also has certain agricultural sensitivities, as you are well aware. We cannot demand a total sweep of their products when we still have sensitivities that are basically non-negotiable. We look for where

Il faut garder à l'esprit qu'il y a certaines questions délicates au chapitre des produits agricoles canadiens, comme vous le savez tous. Nous ne pouvons pas exiger l'acceptation totale de tous ces produits, alors que nous avons encore des questions délicates qui

we would get the most advantage and where our producers would be most helped by getting tariffs either reduced or eliminated. In some cases, it is zero, and from country to country it differs.

I think the tariff on beer is reduced to 50 per cent in some areas and totally in others. Whether that is a reflection of the drinking habits in one country or another, I cannot say. You drive hard and you get what you can in the various areas.

Senator Grafstein: Our beer is better.

Mr. Day: We do not question that, and we do not think anyone else should, either.

When it comes to ships, you used the words "obscene delay." It is a long period of time, but we had special sensitivity with the shipbuilding industry. It is not unheard of to have long delays in ultra-sensitive areas, especially when the industries are huge.

As I think you know, there was broad consultation on this particular agreement. Many in the shipbuilding sector said they did not ever want to see an agreement like this; they wanted those tariff walls left. Others said they thought they could manage it.

To make it tenable and to realize the sheer scope of the shipbuilding industry, the size of an individual operation, and with all the competition going on worldwide, then to move too quickly to expose them to full tariff reduction or elimination, we had to come up with a consensus that worked. That is why, as you said, it was 15 years with nothing starting for three years. Divide that into two; there is one category of ships that will have this for 15 years and another category that will have this for 10 years. In the process, we exacted from Norway a commitment that they indeed are not any longer and will not subsidize their industry. I felt that was a major accomplishment.

Is 15 years the right number? Could it have been 14 years or 11 years? We also had to reassure the shipbuilding industry. We made some adjustments in our budget that would not violate the WTO and would put about $50 million into a series of enhancements that are available to the shipbuilding industry that would not be harmful to them. I think you are aware that for government procurement, military or otherwise, we still can provide protection for our own procurement purposes — the WTO allows it, as does NAFTA — so this will not apply.

We have laid out for them over the next few years about $8 billion in procurement. We think we are being adequately sensitive to the concerns of shipbuilding operations, for example the one in Lévy, Quebec. Some of these operations started maybe 100 years ago. It took a long while for them to take hold on the

sont, essentiellement, non négociables. Nous regardons ce qui nous serait le plus bénéfique et où nos producteurs profiteraient le plus de la réduction où de l'élimination des tarifs. Dans certains cas, il n'y a rien, et cela varie d'un pays à l'autre.

Je crois que le tarif imposé sur la bière est réduit de 50 p. 100 dans certaines zones, et totalement dans d'autres. Peut-être est-ce le reflet des habitudes de consommation de chaque pays? Je ne saurais dire. Nous déployons beaucoup d'efforts, et nous obtenons ce que nous pouvons dans les différentes zones.

Le sénateur Grafstein : Notre bière est meilleure.

M. Day : Nous ne remettons pas cela en question, et nous ne croyons pas que les autres devraient le faire non plus.

Pour ce qui est des navires, vous avez utilisé l'expression « délai odieux ». C'est un long délai, certes, mais des questions délicates entourent notre industrie de la construction navale. Le fait de prévoir de longs délais pour des secteurs ultradélicats n'est pas sans précédent, surtout lorsqu'il s'agit d'une industrie aussi énorme.

Comme vous le savez, je crois, on a tenu une consultation générale sur cet accord particulier. Bon nombre d'intervenants du secteur de la construction navale ont déclaré ne jamais vouloir qu'un tel accord soit conclu; ils ne voulaient pas qu'on touche à ces barrières douanières. D'autres estimaient qu'ils pourraient réussir.

Pour assurer la viabilité des mesures — n'oubliez pas la vaste étendue de l'industrie de la construction navale, la taille énorme d'une exploitation, et toute la concurrence à l'échelle mondiale — il importait de ne pas aller trop vite et exposer le secteur à une réduction ou à une élimination totale des tarifs, alors nous avons dû en arriver à un consensus satisfaisant. C'est pourquoi, comme vous l'avez dit, on a prévu une période de 15 ans, et un maintien du statu quo pour trois ans. Si vous divisez cela en deux volets, une catégorie de navires sera assujettie à ces conditions pendant 15 ans, et l'autre, pendant 10 ans. Dans le cadre du processus, nous avons soutiré à la Norvège un engagement d'interrompre immédiatement et pour de bon toute subvention à son industrie. J'estime que c'est toute une réalisation.

Devrait-on parler d'une période de 15 ans? Aurait-on pu prévoir 14 ou 11 ans? Nous devions également rassurer l'industrie de la construction navale. Nous avons apporté certaines modifications à notre budget afin de ne pas contrevenir aux règles de l'OMC et avons investi environ 50 millions de dollars dans une série d'améliorations destinées à l'industrie de la construction navale qui ne leur seraient pas nuisibles. Je crois que vous savez que, dans le cadre des marchés publics, qu'il s'agissent d'un approvisionnement militaire ou autre, nous pouvons encore offrir une protection aux fins de notre approvisionnement — l'OMC le permet, et l'ALENA aussi —, alors cet aspect n'est pas visé.

Nous avons affecté à cette industrie une somme d'environ 8 milliards de dollars en approvisionnement sur les prochaines années. Nous croyons que nous sommes assez réceptifs aux préoccupations des constructeurs de navires; par exemple ceux de Lévis, au Québec. Certaines de ces exploitations ont vu le jour il y

world scene, and they have been built up. Then we said, "Okay, you will not have favoured status forever in all areas; we will start to phase this out, and this will be how long it takes." I appreciate that some people were understandably concerned about it being too long a time. Others did not want it to happen at all. That was the saw-off or the dispute settlement mechanism.

a peut-être 100 ans. Elles ont mis un bon moment à se tailler une place sur la scène mondiale, et elles ont été renforcées. Ensuite, nous leur avons dit : « D'accord, vous n'allez pas jouir à tout jamais du statut de secteur favorisé; nous allons procéder à l'élimination progressive de cette mesure, et voici le temps qu'on y mettra. » Je comprends bien que certaines personnes craignent que le délai soit trop long. D'autres ne voulaient même pas que cette mesure soit prise. C'est le compromis que nous avons du faire, ou le mécanisme de règlement des différends que nous avons dû utiliser.

In principle, it is close to what we have with most of our free trade agreements. There are some subtle differences in the appointment process. First, the 90-day consultation period will stay the same. If nothing is resolved in the 90 days, then one side will appoint their arbitrator, the other side will appoint theirs, and both sides agree on a chair. If the other side should refuse to appoint — and that has happened on occasion — then we would call on the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to do the appointing. That is a difference. In addition, some of the terminology has changed. It has gone from "panellist" to "arbitrationist" or something. There are some wording differences. In general principle, it is still the same, with the modification that we would get someone appointed; and if the other side refused to appoint, we would go to the Permanent Court of Arbitration.

En principe, cela ressemble aux dispositions de la plupart de nos accords de libre-échange. Il y a quelques différences subtiles dans le processus de nomination. Tout d'abord, la période de consultation de 90 jours restera inchangée. Si rien n'est résolu dans les 90 jours, alors chaque partie nommera son arbitre, et les deux parties s'entendront sur la présidence. Si l'autre partie refuse de faire une nomination — c'est déjà arrivé, à l'occasion —, alors nous nous tournons vers le secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye pour qu'il nomme quelqu'un. C'est une différence. De plus, certains termes ont changé. On parlait du « membre d'un groupe spécial », maintenant on dit « arbitre », ou quelque chose comme ça. Certaines formules sont différentes. En général, c'est toujours la même chose, et la seule modification tient au fait que nous ferions en sorte que quelqu'un soit nommé; et si l'autre partie refuse de le faire, nous nous adresserons à la Cour permanente d'arbitrage.

Senator Grafstein: You are familiar with the softwood lumber dispute; it cost $1.5 billion in legal fees. I would assume the mechanisms here will be much more cost-efficient?

Le sénateur Grafstein : Vous connaissez bien les détails du différend sur le bois d'œuvre; il a coûté 1,5 milliard de dollars en frais judiciaires. J'imagine que les mécanismes prévus dans l'accord seront beaucoup plus efficients?

Mr. Day: Yes, they will be. Processes have to be settled within a year.

M. Day : Oui, ils le seront. Tout processus doit être réglé en un an.

Senator Andreychuk: Thank you, Minister Day, for appearing along with the officials. I must have the same exciting life that Senator Grafstein has in reading bills and treaties.

Le sénateur Andreychuk : Merci, monsieur Day, d'être venu avec les représentants du ministère. Je crois que je mène, à l'instar du sénateur Grafstein, une vie palpitante, remplie de lectures de projets de loi et de traités.

I have two questions on a broader basis. The arbitration dispute-resolving mechanisms are in line with other tribunals and trade agreements that we have signed, but they also take into account some of the experiences we have had. I think I heard the term "new generation dispute-resolving mechanisms."

J'ai deux questions d'ordre plus général. Les mécanismes d'arbitrage et de règlement des différends sont en harmonie avec d'autres tribunaux et accords commerciaux que nous avons signés, mais ils tiennent aussi compte de certaines de nos expériences. Je crois que j'ai entendu parler de « mécanismes de règlement des différends de nouvelle génération ».

In here, I believe that some of the verifications can be done by the EFTA countries, and we rely on them for verification of countries of origin, for instance. It all sounds very good when I think of Iceland and the countries I know, but is this being used as a template in the European negotiations? If so, will some of these verification reliances be extended into a European community that is rather broad, in-depth and different from the four countries we are dealing with here?

Si je comprends bien, l'accord prévoit que certaines des vérifications peuvent être effectuées par les pays de l'AELE, et nous comptons sur eux pour effectuer la vérification des pays d'origine, par exemple. C'est bien beau lorsque je pense à l'Islande et aux pays que je connais, mais cette disposition sert-elle de modèle pour les négociations européennes? Le cas échéant, appliquera-t-on certaines de ces dispositions de vérification à l'ensemble de la Communauté européenne, groupe de pays beaucoup plus hétéroclite que celui dont nous parlons ici?

Mr. Day: Some of the EU templates, if we can use that term, or their matrix are already established because of agreements they have with other countries. In many of those cases, as we negotiate with the EU, we will demand parity. Several of the processes will already be in place.

I think there is general acceptance that best practices are recognized and followed, and we look for the ones that can lead to, as Senator Grafstein was concerned about, length of time. We will look to best practices and to what we can learn.

Looking at dispute settlements — for instance, there are the anti-dumping provisions and the anti-subsidy provisions — some people will point to the disputes themselves and try to say free trade is not working because we have disputes. The dispute is part of the working mechanism. As you know, it is like the referee in a hockey game. Just because the referee blows the whistle when someone is offside does not mean the game is not working; it just means someone has gone offside and a ruling is about to be made. We will draw on best practices.

I should add that if one of the countries should decide to join the EU, then they would bow out of this particular agreement because there would be inconsistencies. I do not know whether that has come up.

Senator Andreychuk: When we used to talk about NAFTA, we said perhaps the dispute resolving is long and difficult, but if we did not have it, we would still have the disputes.

When the EFTA countries' finance ministers were here, Senator Corbin reminded me that he and I were around the table when the ministers first came to kickstart this process some 10 or 15 years ago. They kept bringing up the benefits for Canada as an entree into Europe.

Where do you see an immediate effect — or do you — in our trade opportunities into the rest of Europe by using the EFTA mechanism?

Mr. Day: With respect to the immediate benefits, first, if you look at it regionally, the amount of business in 2008 for Ontario trade into EFTA countries only was a shade over $3 billion. That is a sizable amount of trade, much of the associated cost of which will be somewhat alleviated with these tariff reductions. Quebec was not quite as substantial with $335 million, but over $60 million of that amount was in aircraft-related trade, which will open up doors of opportunity. Further west, with higher transportation costs, British Columbia was about $56 million into EFTA, but much more of their product goes south to markets in the United States or west to the Asia-Pacific markets.

M. Day : Certains des modèles de l'UE, si je peux utiliser ce terme, ou leurs gabarits, sont déjà en place en raison d'accords conclus avec d'autres pays. Dans nombre de cas, nous exigerons la parité. Plusieurs des processus seront déjà en place.

Je crois que l'on convient généralement que les pratiques exemplaires sont reconnues et suivies, et nous cherchons celles qui sont susceptibles d'occasionner un long délai, comme s'en préoccupait le sénateur Grafstein. Nous nous pencherons sur les pratiques exemplaires et en tirerons les leçons que nous pouvons.

Quant aux mécanismes de règlement de différends — par exemple, il y a les dispositions antidumping et les dispositions pour l'interruption des subventions —, certaines personnes pointeront du doigt les différends et les invoqueront pour faire valoir que le libre-échange ne fonctionne pas. Les différends font partie du mécanisme. Vous le savez bien, c'est comme l'arbitre au hockey. Si l'arbitre donne un coup de sifflet lorsque quelqu'un est hors jeu, cela ne veut pas dire que le jeu ne fonctionne pas; cela veut simplement dire qu'il y a eu hors jeu et que l'arbitre va rendre une décision. Nous nous inspirerons des pratiques exemplaires.

J'ajouterais que, si un des pays décide de se joindre à l'UE, alors il renoncerait à cet accord particulier parce qu'il y aurait des incohérences. Je ne sais pas si ce problème s'est déjà posé.

Le sénateur Andreychuk : Autrefois, lorsque nous parlions de l'ALENA, nous disions que le règlement de différends était peut-être un procédé long et difficile, mais que, si nous ne l'avions pas, nous serions encore aux prises avec ces différends.

Lorsque les ministères des Finances des pays de l'AELE ont comparu, le sénateur Corbin m'a fait remarquer que lui et moi étions présents au tout début des négociations des ministres dans le cadre de ce processus, il y a quelque 10 ou 15 ans. Ils ne cessaient d'invoquer les avantages pour le Canada d'avoir une porte d'entrée en Europe.

Quelles sont, selon vous, les retombées immédiates de l'accord avec l'AELE — si tant est que vous en voyez — sur nos débouchés commerciaux dans le reste de l'Europe?

M. Day : Pour ce qui est des avantages immédiats, tout d'abord, si vous regardez la chose région par région, la valeur des activités commerciales de l'Ontario en 2008 dans les pays de l'AELE seulement se chiffrait à 3 milliards de dollars et quelques poussières. C'est un volume considérable d'échanges commerciaux, dont les coûts connexes seraient, en grande partie, atténués par ces réductions de tarifs. Le Québec n'a pas connu un tel succès, ses échanges commerciaux se chiffrant à 335 millions de dollars, mais, de ce montant, plus de 60 milliards de dollars se rattachent aux échanges commerciaux dans le domaine de l'aéronautique, ce qui ouvre la voie à de nombreux débouchés. Dans l'Ouest, où les coûts de transport sont plus élevés, la Colombie-Britannique affichait des échanges commerciaux avec l'AELE qui se chiffraient à environ 56 millions de dollars, mais une proportion plus importante des produits de cette province sont exportés vers le Sud, sur les marchés américains, ou vers l'Ouest, sur les marchés de l'Asie-Pacifique.

We can look at immediate dollar figures that make it easier for that product to get into these countries. One of the effects of that is on the consumer. Whether it is machinery or blueberries or french fries, once the product starts to flow into those areas, the ability for that product to be showcased is increased and the product is more in demand. Any time we have a more open door to trade and allow more product to flow in, it enhances the capability of that product to be sold in a larger market, should you have tariff reductions in the EU, for example.

Nous pouvons nous pencher sur les sommes qui facilitent l'entrée d'un produit dans ces pays. L'un des effets est perçu chez le consommateur. Que ce soit de la machinerie, des bleuets ou des patates frites, une fois que le produit est introduit sur ces marchés, sa notoriété s'accroît, et il en est de même pour la demande. Chaque fois que les débouchés commerciaux s'élargissent et que le produit circule plus librement, la possibilité que le produit soit vendu sur un plus grand marché augmente; c'est ce qui arriverait, par exemple, si des réductions de tarifs entraient en vigueur dans l'UE.

Senator Andreychuk: Setting aside the agricultural difficulties, and we know that is a worldwide issue, the most sensitive area was shipbuilding. Did we make a fair trade-off? We know it boils down to horse trading. With this delayed, built-in mechanism for shipbuilding, which is the kind of agreement we should do and the kind of sensitivity we should respond to, did we strike a good deal for others because of that? Did we come out with the best deal we could make overall for Canadian industry and for creating a balance in shipbuilding?

Le sénateur Andreychuk : Outre les difficultés associées aux produits agricoles — et nous savons que c'est un problème mondial —, le secteur le plus délicat est la construction navale. Avons-nous fait un bon compromis? Nous savons que, au bout du compte, c'est une question de marchandage. Si l'on parle du délai, de ce mécanisme adopté pour le secteur de la construction navale, qui correspond au type d'accord que nous devrions conclure et au genre de questions délicates dont nous devrions tenir compte, avons-nous conclu une entente favorable pour les autres secteurs grâce à cela? Avons-nous réussi à obtenir le meilleur accord possible pour soutenir l'industrie canadienne en général et favoriser l'équilibre au chapitre de la construction navale?

Mr. Day: I am absolutely convinced we did. I can say in all honesty that I would not support a trade deal that I thought would hurt our economy or individual industries. We got a great deal for our shipbuilding industry. I do not want to be too effusive about it now because they might read about it in Norway and think we beat them on something. I do not want them to have second thoughts about the deal. A well-negotiated free trade deal means that there are benefits for both sides, and if the market is working well, it is not a win-lose but rather a win-win. This will be beneficial to us, and I am convinced that it will be beneficial to people in the other countries. Nations that trade well together prosper mutually, and nations that are closed or insular when it comes to trade always suffer economically. I feel good about this deal and good about the job that our negotiators did, including shipbuilding.

M. Day : Je suis absolument convaincu que c'est le cas. Je peux honnêtement affirmer que je n'appuierais jamais un accord commercial que j'estime susceptible de nuire à notre économie ou à des industries particulières. Nous avons obtenu beaucoup de gains pour notre industrie de la construction navale. Je ne veux pas me montrer trop exubérant pour l'instant, car les représentants de la Norvège pourraient en avoir vent et croire qu'on les a arnaqués. Je ne veux pas qu'ils doutent de leur décision concernant l'accord. Lorsqu'un accord de libre-échange est bien négocié, les deux parties en tirent des avantages, et si le marché fonctionne bien, il n'y a pas de perdant; les deux parties sont gagnantes. Cela nous profitera, et je suis convaincu que les gens à l'étranger en profiteront aussi. Les pays qui entretiennent de bonnes relations commerciales prospèrent mutuellement, et les pays qui sont fermés ou isolés sur le plan du commerce souffrent toujours économiquement. Je vois cet accord d'un bon œil, et je suis heureux du travail de nos négociateurs, y compris au chapitre de la construction navale.

Senator Corbin: Have environmental, labour, human rights or charter rights been considerations in the negotiations of these agreements?

Le sénateur Corbin : A-t-on pris en considération les droits en matière d'environnement et de main-d'œuvre et les droits de la personne dans le cadre des négociations de ces accords?

Mr. Day: They are referenced in the preamble. They were not given a side accord treatment as we have with Colombia or Peru, for example, because we are dealing with mature democracies that have recognized within their respective constitutions and work, labour and environment agreements that these are vitally important areas. We do not require the level of distinction of accords that we required for the Colombia agreement, where it is distinct and the International Labour Organization is mentioned and articles are clear. The mention of it in the preamble is sufficient to acknowledge mutual acknowledgement of the importance of human rights, environment and labour.

M. Day : On en fait mention dans le préambule. Ils n'ont pas fait l'objet d'un accord connexe, comme c'est le cas avec la Colombie ou le Pérou, par exemple, car nous avons affaire à des démocraties stables qui reconnaissent, dans leur constitution et dans leurs accords relatifs au travail, à la main-d'œuvre et à l'environnement, l'importance fondamentale de ces aspects. Nous n'avons pas insisté autant sur ces choses que dans le cas de la Colombie, où il existe un instrument distinct qui fait mention de l'Organisation internationale du Travail et dont le libellé des articles est clair. La mention dans le préambule suffit à reconnaître que les deux pays attachent de l'importance aux droits de la personne et aux droits en matière d'environnement et de main-d'œuvre.

Senator Kinsella: To build on that last comment, Senator Grafstein will know that it was a Canadian, Ronald St. John Macdonald, who used to represent Liechtenstein under the European Convention on Human Rights.

I represent one of the provinces of Atlantic Canada. These kinds of initiatives with Europe are important to Atlantic Canada because Europe is just across the water from us. It speaks to the government's initiative in respect of the Atlantic Gateway. I congratulate the department and hope that its foot is well in the door of negotiations with the European community.

One considers that the westernmost port of Europe is south of Lisbon, Portugal, at seven degrees longitude, which is pretty close to Halifax's longitude. The whole paradigm of international shipping has changed with the move to Asia-Pacific. Shipping lanes will be totally different, and we see this from a regional point of view, so the current negotiations are extremely important to our future.

My question is on the machinery of government. At page 4 of the bill, clause 12 states:

> The Minister shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of, and provide administrative assistance to arbitral tribunals established under, Chapter VIII of the Agreement.

Do you have in mind which agencies will be used?

Mr. Day: I do not have that in mind at this time. I am not predisposed in one direction or another, so your advice would be appreciated.

Senator Kinsella: My advice is to not use the Department of Justice. This is all about conciliation, arbitration and problem solving as opposed to litigation. I like what you said in the bill about a one-year timeline. In this bill and future ones dealing with the subject matter, we have to stay away from the American litigious-style model and use more conciliation, problem solving and arbitration.

Mr. Day: There is a reference in the bill that we can access the Canadian section of agencies related to NAFTA so you can deal with some of the people who are familiar with these processes.

What you said about shipping lanes is truly important. It is another reason to have these kinds of agreements to reduce, as much as possible, the burdens on producers and shippers, whether agricultural or manufacturing. In a time of downturn, I believe it is incumbent upon governments to lighten the load without actually telling a business that they will be successful. Obviously, we stay out of that. We need to do what we can to declutter the pathway to prosperity that a particular business or individual is pursuing, and that is why businesses need to be as nimble as possible. Things change quickly geopolitically. Who would have thought even five years ago that the Suez Canal as a shipping

Le sénateur Kinsella : Concernant ce denier commentaire, j'ajouterais — et le sénateur Grafstein le sait — que c'était un Canadien, Ronald St. John Macdonald, qui représentait le Liechtenstein sous le régime de la Convention européenne des droits de l'homme.

Je représente l'une des provinces du Canada atlantique. Ce genre d'initiatives avec l'Europe est important pour le Canada atlantique, car l'Europe se trouve juste de l'autre côté de l'océan. Cela rejoint les mesures gouvernementales liées à la Porte de l'Atlantique. J'applaudis le ministère, et j'espère qu'il est bien engagé dans le processus de négociation avec la Communauté européenne.

On considère que le port européen le plus à l'ouest se trouve au sud de Lisbonne, au Portugal, à sept degrés de longitude, ce qui est assez près de la longitude de Halifax. Le visage du transport maritime international a changé, car on constate un mouvement vers l'Asie-Pacifique. Les routes maritimes seront totalement différentes, et nous voyons ce phénomène dans notre région. Alors les négociations actuelles revêtent une importance extrême pour notre avenir.

Ma question se rattache aux mécanismes du gouvernement. À la page 4 du projet de loi, l'article 12 est ainsi libellé :

> Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en œuvre du chapitre VIII de l'Accord et assurer le soutien administratif des tribunaux arbitraux constitués en vertu de ce chapitre.

Avez-vous une idée des organismes qui seront utilisés?

M. Day : Je n'en ai aucune idée à l'heure actuelle. Je n'ai aucune préférence, alors vos conseils seraient les bienvenus.

Le sénateur Kinsella : Je vous conseillerais de ne pas recourir au ministère de la Justice. On parle davantage ici de conciliation, d'arbitrage et de résolution de problèmes que de litiges. J'aime ce que prévoit le projet de loi, c'est-à-dire l'échéance de un an. Pour ce projet de loi et ceux à venir qui porteront sur cette question, nous devrions nous écarter du modèle américain axé sur les litiges et recourir davantage à la conciliation, à la résolution de problèmes et à l'arbitrage.

M. Day : Le projet de loi fait allusion à la possibilité d'accéder à la section canadienne des organismes liés à l'ALENA, pour que l'on puisse s'adresser aux personnes qui connaissent bien ces processus.

Votre commentaire au sujet des routes maritimes est vraiment important. C'est un autre facteur qui justifie l'existence de ces types d'accords pour réduire, dans la mesure du possible, le fardeau sur les producteurs et les expéditeurs, que ce soit dans le secteur agricole ou manufacturier. À une époque de repli économique, je crois qu'il incombe aux gouvernements d'atténuer le fardeau sans annoncer carrément à l'entreprise qu'elle obtiendra du succès. Évidemment, nous évitons cela. Nous devons faire ce que nous pouvons pour dégager la voie vers la prospérité qu'a empruntée une entreprise ou une personne donnée, et c'est pourquoi les entreprises doivent être aussi agiles

transit zone would become unattractive because of what is happening today? Who knows how long the piracy problem will exist? It has begun to shape the decisions of shippers and producers about where they will go. The costs at Suez were already high, which adds to the benefit of an Atlantic gateway. Looking to the future to 2014, the Panama will be doubled in capacity. The supertankers that cannot get through now will be able to sail through. It is difficult to predict geopolitically what will happen, but as a government, we can keep the load as light as possible on businesses and producers who are doing everything they can to prosper. Let us ensure they are as nimble as possible. Having free trade agreements that reduce tariffs is just one of a number of ways to do that strategically.

que possible. Le contexte géopolitique change rapidement. Qui aurait cru, il y a cinq ans seulement, que le canal de Suez ne serait plus une zone de transit attrayante pour le transport maritime, en raison de la situation actuelle? Qui sait combien de temps encore durera le problème de la piraterie? Ces facteurs ont commencé à influencer les décisions des expéditeurs et des producteurs concernant la destination des marchandises. Les coûts liés au passage par le canal de Suez étaient déjà élevés, ce qui ajoute à l'avantage de la Porte de l'Atlantique. En 2014, le canal de Panama verra sa capacité doubler. Les superpétroliers qui sont actuellement trop volumineux pour emprunter cette voie pourront y naviguer à leur aise. Il est difficile de prévoir ce qui arrivera sur la scène géopolitique, mais, en notre qualité de gouvernement, nous pouvons faire en sorte que la charge sur les entreprises et les producteurs, qui font tout ce qu'ils peuvent pour prospérer, soit aussi légère que possible. Assurons-nous qu'ils sont aussi agiles que possible. Le fait de conclure des accords de libre-échange qui réduisent les tarifs est l'une des stratégies pour y parvenir.

Senator Wallin: Thank you again for being here. Congratulations on this. I, too, am a free trader, and despite all its flaws, every morning I got up in New York after 9/11 I was grateful for NAFTA and a way to at least settle some of the disputes.

Le sénateur Wallin : Merci encore d'être ici. Je vous félicite de votre travail. Je suis aussi partisan du libre-échange, et, malgré tous ses inconvénients, chaque matin, quand je me levais à New York, après les événements du 11 septembre, je me réjouissais de l'existence de l'ALENA et du fait qu'on ait un moyen pour régler au moins certains des différends.

Senator Andreychuk said EFTA had always made a point about how good this was for Canada and that it is an indirect route to Europe. What about the flip side? This is an area where the U.S. actually does not have any preferential access. Was there any thought there or any response from the Americans, or any incentive on the part of the Europeans and the EFTA countries to actually do through the back door what is so difficult through the front?

Le sénateur Andreychuk a déclaré que les représentants de l'AELE ont toujours fait valoir que cet accord était profitable au Canada et qu'il présentait une voie indirecte vers l'Europe. Et l'autre côté de la médaille? Il s'agit d'une zone où les États-Unis ne jouissent pas d'un accès préférentiel. Les Américains ont-ils dit quelque chose ou réagi? Les Européens et les pays de l'AELE y ont-ils vu un incitatif, un moyen de passer par la porte de derrière, puisqu'il est si difficile de passer par la porte de devant?

Mr. Day: With the free trade agreements, we all watch each other. The most widespread opportunity for reduction of tariffs and these types of things is through a WTO process. However, there are so many countries involved, as we know. It is quite evident that it can bog down. Therefore, different countries start to make deals.

M. Day : Dans le cadre d'un accord de libre-échange, nous nous surveillons tous les uns les autres. Le procédé généralement adopté pour réduire les tarifs et ce genre de choses consiste à s'adresser à l'OMC. Toutefois, tant de pays ont recours à ce processus, comme nous le savons. Il va sans dire qu'on risque de s'enliser. Par conséquent, différents pays commencent à conclure des accords.

We are constantly watching for what kind of deal another country gets. If another country secures a free trade agreement, that actually helps a third country that is interested in getting one, because if countries A and B have some mutual interests, then you are also able to say, "Okay, we will satisfy your interests, but by the way, you have to give us the same deal you gave the United States," for example.

Nous regardons constamment les accords conclus par d'autres pays. Lorsque deux pays concluent un accord de libre-échange, cela profite en fait à un troisième pays qui est intéressé à en faire autant, car si les pays A et B ont des intérêts réciproques, on peut leur dire : « D'accord, nous allons servir vos intérêts, mais, soit dit en passant, vous devez nous accorder les avantages que vous avez consentis aux États-Unis », par exemple.

Once you push one lever forward and get an agreement, you actually activate a series of mechanisms that raises the possibility that you will get access. Someone else does the hard work of getting an agreement and we come in and say, "We will do this deal. By the way, we want exactly what you give the United States on beef access" or whatever it might be. The ripple effect tends to be positive.

Une fois que vous activez un levier et que vous concluez un accord, vous pouvez en fait mettre en marche une série de mécanismes qui augmentent vos chances d'obtenir un accès. Quelqu'un d'autre fait le travail difficile de conclure un accord, et nous arrivons et nous disons : « Nous conclurons cet accord. Soit dit en passant, nous voulons exactement ce que vous avez accordé aux États-Unis au chapitre de l'accès des produits bovins », ou je ne sais quoi. L'effet d'entraînement a tendance à être avantageux.

Senator Wallin: Is this significant enough as a deal that you would characterize it as "strategic"?

Mr. Day: Very much so, yes.

[*Translation*]

Senator Fortin-Duplessis: I must congratulate you for introducing this bill because I feel that it is very important. We recently witnessed a clear attempt at protectionism in the United States where Congress insisted on a "Buy American" clause in the country's major economic stimulus plan.

Most Canadians clearly showed their concern at the potential impact that provisions like that could have on our companies and our business leaders; our government — of which you are part — worked day and night to have it toned down, if not eliminated.

With an economy dependent on trade, Canada has every reason to come together with its partners, be they in Europe, in the United States, or anywhere else in the world, so that trade can be kept as free as possible.

However, a sizeable number of the multilateral trade initiatives in which we are currently involved are at a standstill. In my opinion, Canada must reach bilateral trade agreements in order to sustain global competition. We can see that we have been successful wherever agreements between countries have been reached.

As many people say, Canada is a country whose economy depends largely on trade, so this is a step in the right direction. My question, Mr. Minister, is this.

Are you satisfied with the speed at which trade agreements are being negotiated and signed?

Mr. Day: Actually, the answer, in one word, is no. I am impatient with the speed at which huge bureaucracies move. It is not easy to reach an agreement in a very short time. In democracies, it is absolutely vital to consult all the domestic industries to find out what they think and to determine what effect an agreement would have.

Added to which, democracies have elections from time to time. It is a little ironic; it is easier to negotiate with a country that is not democratic because there are no elections and the same people are there for years. Just to be clear, I do not like undemocratic situations. But, from time to time, it is easier to negotiate with people who are in place for years.

For example, we are almost at the point of reaching an agreement with Panama, but they are having general elections. So we have to wait. The same is happening with India. So there are factors that prevent agreements from being put into place quickly. Such is life.

Le sénateur Wallin : Cet accord est-il si important que vous le qualifieriez de « stratégique »?

M. Day : Tout à fait, oui.

[*Français*]

Le sénateur Fortin-Duplessis : Je tiens à vous féliciter pour la préparation de ce projet de loi parce que j'estime qu'il est très important. Nous avons récemment assisté à un exemple manifeste de tentation de protectionnisme aux États-Unis où le congrès a insisté sur l'inclusion d'une clause « buy american » dans l'imposant plan de relance économique de ce pays.

La majorité des Canadiens ont clairement manifesté leur inquiétude à l'égard des impacts potentiels à l'égard de ces dispositions sur nos entreprises, nos chefs d'entreprise canadiens et notre gouvernement — dont vous faites partie — ont fait des pieds et des mains pour qu'elles soient adoucies sinon éliminées.

Avec une économie dépendante du commerce, le Canada a toutes les raisons de s'associer avec ses partenaires, que ce soit en Europe, aux États-Unis ou partout dans le monde pour maintenir le plus possible le libre commerce.

Cependant, bon nombre des initiatives multilatérales auxquelles nous participons actuellement dans le secteur commercial sont paralysées. Selon moi, le Canada doit conclure des accords commerciaux bilatéraux afin de soutenir la concurrence mondiale. On peut remarquer que nous avons eu des succès partout où il y a eu des accords conclus entre les pays.

Comme bien des gens le disent, le Canada est un pays dont l'économie dépend le plus des échanges commerciaux, et de ce fait, c'est un pas dans la bonne direction. Alors, ma question est la suivante, monsieur le ministre.

Est-ce que vous êtes satisfait du rythme auquel sont négociés et conclus les régimes d'échanges commerciaux?

M. Day : En effet, la réponse peut se résumer en un mot, non, parce que je suis impatient avec la vitesse des grandes bureaucraties. Ce n'est pas facile d'avoir une entente dans un espace de temps très bref. Dans les démocraties, il est absolument nécessaire de consulter toutes les industries domestiques pour avoir leur avis et pour déterminer les effets d'un accord.

Il faut ajouter un autre fait. Avec les démocraties, on a des élections de temps en temps. C'est un peu ironique. C'est plus facile de négocier avec un pays qui n'est pas démocratique parce qu'il n'y a pas d'élection et les mêmes personnes sont présentes pendant plusieurs années. Soyons clairs, je n'aime pas une situation qui n'est pas démocratique. Mais de temps en temps, c'est plus facile de négocier avec des personnes qui sont là pendant plusieurs années.

Par exemple, avec le Panama, nous sommes sur le point de conclure une entente, mais il y a des élections générales. Il nous faut attendre, c'est la même chose avec l'Inde. Alors, il y a des éléments qui empêchent de conclure une entente très rapidement. C'est la vie.

If there is a silver lining to the current financial crisis, it is that governments are being forced to look at free trade agreements. But an agreement takes time, two or three years, or more. The agreement we are dealing with today has taken us 10 years to discuss.

Senator Fortin-Duplessis: Thank you for replying in French, Mr. Minister. Thank you for making that effort. My congratulations on your excellent French.

[*English*]

The Chair: As my colleagues know, we have to vacate this room for another committee meeting. However, there are two members who would like to ask quick questions. I will ask them to put those questions to you for a response. I also know that your time is limited.

I would like to publicly acknowledge the positive cooperation we got from Senator Grafstein, the critic on this bill, and hopefully we will be able to deliver it to you in a short time.

Senator Mahovlich: I have a simple question, Mr. Minister. I am from Northern Ontario. We are all about mining up there. The price of nickel has collapsed and they are closing mines up there. Would these new markets and tariffs affect the mining and the minerals of Canada? Would they have an effect on the mines up north?

Mr. Day: They would in a positive way. As I had mentioned, Ontario has over $3 billion of trade into the EFTA countries. The majority of that is actually nickel. There will be tariff reduction there. As you know, other countries are coming on stream with nickel, even though it is a depressed market. In an increasingly competitive market, this helps the Ontario producers to be more competitive.

Senator Mahovlich: Even if a deal goes through with the EU, it would be better.

Mr. Day: Better on top of that, yes.

Senator Grafstein: Minister, over the years on this file, I have heard repeatedly from officials of your department and your predecessor about the lack of resources to complete these agreements. If that is the case, I would urge you to take money out of the stimulus package, put it into your department and increase staffing so that we can get this work done. In my view, this is the most important thing we can do on the economic front. I hope you would urge your cabinet colleagues to give you additional resources if you need them to complete the negotiation of these agreements. This is vital to us.

S'il y a quelque chose qui est avantageux avec la crise financière actuelle, c'est que cela force les gouvernements à considérer les Accords de libre-échange. Mais avec un accord, cela prendra du temps, deux, trois ans ou plus. Nous avons mené des discussions pendant 10 ans pour l'accord dont on parle aujourd'hui.

Le sénateur Fortin-Duplessis : Je vous remercie, monsieur le ministre de nous avoir répondu en français. Merci d'avoir fait l'effort. Je vous félicite de votre excellent français.

[*Traduction*]

Le président : Comme le savent mes collègues, nous devons quitter la pièce pour laisser la place à un autre comité. Toutefois, il y a deux membres du comité qui aimeraient poser de brèves questions. Je vais leur demander de vous les poser. Je sais aussi que votre temps est limité.

J'aimerais reconnaître publiquement la collaboration du sénateur Grafstein à titre de critique à l'égard du projet de loi, et nous avons bon espoir de pouvoir vous rendre le fruit de nos travaux dans peu de temps.

Le sénateur Mahovlich : J'ai une question simple, monsieur le ministre. Je viens du Nord de l'Ontario. Tout est lié au secteur minier là-bas. Le cours du nickel s'est effondré, et les mines ferment leurs portes là-bas. Les nouveaux marchés et les nouveaux tarifs auraient-ils une incidence sur le secteur minier et les minéraux canadiens? Y aurait-il des retombées sur les mines du Nord?

M. Day : Il y aurait une incidence positive. Comme je l'ai mentionné, la valeur des échanges commerciaux de l'Ontario vers les pays de l'AELE est de 3 milliards de dollars. De fait, la majeure partie des exportations est liée au nickel. Il y aura des réductions de tarifs à ce chapitre. Comme vous le savez, d'autres pays commencent à s'intéresser au nickel, même s'il s'agit d'un marché faible. Dans le contexte d'un marché de plus en plus concurrentiel, cela aide les producteurs ontariens à être plus compétitifs.

Le sénateur Mahovlich : Même si un accord est conclu avec l'UE, ce serait mieux.

M. Day : Encore mieux, oui.

Le sénateur Grafstein : Monsieur le ministre, au fil des années, à ce chapitre, j'ai entendu à maintes reprises des représentants de votre ministère et de celui de votre prédécesseur parler du manque de ressources pour conclure ces ententes. Si tel est le cas, je vous demanderais instamment de retirer de l'argent du plan de relance économique, de l'injecter dans votre ministère et d'augmenter le personnel pour que ce travail puisse être accompli. À mon avis, c'est la chose la plus importante que nous puissions faire sur le front économique. Je vous invite à exhorter vos collègues du Cabinet de vous donner des ressources supplémentaires si vous en avez besoin pour mener à bien la négociation de ces accords. Cette mesure vous est essentielle.

Mr. Day: I will quote you on that and I appreciate the support. It is a key point, as we want to pursue these even more vigorously. It takes many staff hours at a variety of levels, and resources become a factor. I appreciate that. I will use it to help push for more resources in that area. Thank you.

M. Day : Je citerai vos propos, et je vous suis reconnaissant de votre appui. C'est un élément clé, car nous voulons déployer des efforts encore plus vigoureux à l'égard de ces accords. Il faut de nombreuses heures-personnes à différents niveaux, et les ressources sont un facteur clé. Je vous remercie. Je vais me servir de vos propos pour tenter d'obtenir plus de ressources à cette fin. Merci.

The Chair: Tell Minister Flaherty that Senator Grafstein has made a recommendation.

Le président : Dites au ministre Flaherty que le sénateur Grafstein a formulé une recommandation.

Mr. Day: That will pull it over the top.

M. Day : Ce sera un argument massue.

Senator Grafstein: Not in my lifetime.

Le sénateur Grafstein : Permettez-moi d'en douter.

The Chair: Minister Day and Mr. Plunkett, we want to thank you and your other colleagues who were here. We appreciate your time and we will deal with this matter momentarily when we will go to clause-by-clause consideration.

Le président : Monsieur Day et monsieur Plunkett, nous tenons à vous remercier, vous et vos collègues, d'être venus. Nous vous sommes reconnaissants de nous avoir consacré votre temps, et nous nous pencherons sur cette affaire dans un instant, au moment de notre examen article par article.

Mr. Day: Thank you for your interest and for realizing the expediency of the matter. It will lead to an increase in jobs and that will be helpful in the present economy.

M. Day : Merci de votre intérêt et de votre reconnaissance de l'urgence de la question. Cela favorisera l'augmentation du nombre d'emplois, ce qui serait utile, vu la conjoncture économique du moment.

The Chair: As has been suggested by Senator Grafstein, I would like us to deal with the clause-by-clause this evening. Honourable senators, is it agreed that the committee move to clause-by-clause consideration of Bill C-2, An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association?

Le président : Comme l'a suggéré le sénateur Grafstein, j'aimerais que nous fassions notre étude article par article ce soir. Mesdames et messieurs les sénateurs, êtes-vous d'accord pour que le comité entreprenne son examen article par article du projet de loi C-2, Loi portant mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall the title stand postponed?

Le président : L'étude du titre est-elle reportée?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 1, the short title, stand postponed?

Le président : L'étude de l'article 1, titre abrégé, est-elle reportée?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 2 and clause 3 carry?

Le président : Les articles 2 et 3 sont-ils adoptés?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 4 carry?

Le président : L'article 4 est-il adopté?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 5 carry?

Le président : L'article 5 est-il adopté?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 6, clause 7 and clause 8 carry?

Le président : Les articles 6, 7 et 8 sont-ils adoptés?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 9 carry?

Le président : L'article 9 est-il adopté?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 10, clause 11 and clause 12 carry?

Le président : Les articles 10, 11 et 12 sont-ils adoptés?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 13 and clause 14 carry?

Le président : Les articles 13 et 14 sont-ils adoptés?

Hon. Senators: Agreed.

Des voix : D'accord.

The Chair: Shall clause 15 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clauses 16 through 22 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clauses 23 through 29 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clauses 30 through 37 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clause 38 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall Schedules 1 through 7 carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall clause 1, the short title, carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Shall the title carry?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Is it agreed that this bill be adopted without amendment?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Is it agreed that I report this bill without amendment at the next sitting of the Senate?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Honourable senators, I thank you for that.

Is there any new business or questions?

Senator Andreychuk: My point is part of this business. I would like to thank Senator Grafstein, who has been involved with trade issues for a long time. I think his assistance in understanding the history and the background of all these agreements has made this possible here very quickly. I also want to thank the chair, who has worked closely in this. I think we had a collegial atmosphere and that is for the best.

We had our usual difficulties. We receive bills from the House at erratic times. If we can get this bill through, it will have effect because the other countries have already signed. It will come into force and will be a benefit for businesses immediately.

I want to thank the committee.

The Chair: Hopefully, the same comment will be made in the Senate when we report the bill.

Senator Grafstein: I want to respond to Senator Andreychuk.

Le président : L'article 15 est-il adopté?

Des voix : D'accord.

Le président : Les articles 16 à 22 sont-ils adoptés?

Des voix : D'accord.

Le président : Les articles 23 à 29 sont-ils adoptés?

Des voix : D'accord.

Le président : Les articles 30 à 37 sont-ils adoptés?

Des voix : D'accord.

Le président : L'article 38 est-il adopté?

Des voix : D'accord.

Le président : Les annexes 1 à 7 sont-elles adoptées?

Des voix : D'accord.

Le président : L'article 1, titre abrégé, est-il adopté?

Des voix : D'accord.

Le président : Le titre est-il adopté?

Des voix : D'accord.

Le président : Le projet de loi est-il adopté sans amendement?

Des voix : D'accord.

Le président : Puis-je faire rapport du projet de loi non modifié à la prochaine séance du Sénat?

Des voix : D'accord.

Le président : Mesdames et messieurs les sénateurs, je vous remercie.

Y a-t-il de nouveaux travaux ou des questions?

Le sénateur Andreychuk : Mon intervention s'inscrit dans les travaux actuels. J'aimerais remercier le sénateur Grafstein, qui s'occupe de questions commerciales depuis un bon moment. Je crois que c'est grâce à son aide à l'égard de la compréhension des antécédents et du contexte de tous ces accords que nous avons pu nous acquitter de notre tâche aussi rapidement. Je veux également remercier le président, qui a travaillé en étroite collaboration à ce chapitre. Je crois que nous avons profité d'un climat convivial, et c'est pour le mieux.

Nous avons dû composer avec nos difficultés habituelles. Nous sommes saisis de projets de loi de la Chambre à des moments imprévisibles. Mais si nous pouvons faire adopter ce projet de loi, cela se fera sentir, car les autres pays ont déjà signé l'accord. Il entrera en vigueur et profitera immédiatement aux entreprises.

Je tiens à remercier le comité.

Le président : J'espère qu'on fera le même commentaire au Sénat lorsque je ferai rapport du projet de loi.

Le sénateur Grafstein : Je veux répondre au sénateur Andreychuk.

I spent the time reviewing this bill and read the treaty. I want to tell you that the officials have been very helpful, because some of this stuff is quite complex. They put my mind at rest on a number of issues. It made my cross-examination better. I want to commend the officials. They have done a terrific job. As a template, in my view, this bill is an improved document particularly in terms of the dispute settlement mechanism. We are making progress on that front. This committee knows that has been a problem in the past. I want to commend the chair, the officials and the minister for this good effort.

The Chair: This is the mutual admiration society tonight.

Senator Grafstein: Non-partisan.

The Chair: This is how we should work all the time.

Senator Corbin: Regarding future business of the committee, what meetings have you in store for us?

The Chair: We will ask the clerk. We have had some uncertainty because of this bill. We have also had some difficulty in attracting some of the individuals we had identified as potential witnesses on our India-China study, if we can call it that. We are meeting on Tuesday.

Denis Robert, Clerk of the Committee: We are not. I was told to concentrate this meeting and the Tuesday meeting on this bill. As we have finished with the bill tonight, I do not have anyone scheduled for Tuesday. I have the Chinese ambassador coming to address the Russia-India-China study on Wednesday.

The Chair: I think some members are leaving Wednesday evening. However, we will have enough members here to meet.

The meeting is adjourned until next Wednesday.

(The committee adjourned.)

J'ai consacré le temps nécessaire à l'examen de ce projet de loi et à la lecture du traité. Je tiens à vous dire que les représentants du ministère ont été très serviables, car certains aspects étaient très complexes. Ils m'ont rassuré à bien des égards. Cela a facilité mon enquête. Je veux féliciter les représentants du ministère. Ils ont fait un merveilleux travail. Comme modèle, à mon avis, ce projet de loi est une amélioration, surtout en ce qui concerne les mécanismes de règlement des différends. Nous faisons des progrès à cet égard. Le comité sait que cela a posé des problèmes par le passé. Je veux féliciter le président, les représentants du ministère et le ministre pour ce bon effort.

Le président : C'est la soirée de l'admiration mutuelle.

Le sénateur Grafstein : Et il n'y a aucune partisanerie.

Le président : Nous devrions toujours travailler ainsi.

Le sénateur Corbin : Pour ce qui est des travaux futurs du comité, quelles réunions sont prévues à l'horaire?

Le président : Nous allons demander au greffier. Certaines choses n'ont pas été déterminées en raison du projet de loi. Nous avons aussi eu de la difficulté à inviter certaines des personnes auxquelles nous avions songé comme témoins potentiels pour notre étude sur l'Inde et la Chine, si nous pouvons l'appeler ainsi. Nous nous réunirons mardi.

Denis Robert, greffier du comité : C'est faux. On m'a dit de réserver cette séance et celle de mardi pour l'étude du projet de loi. Puisque nous avons terminé ce soir, je n'ai invité personne pour la séance de mardi. L'ambassadeur chinois viendra dans le cadre de l'étude sur la Russie, l'Inde et la Chine, mercredi.

Le président : Je crois que certains membres du comité partent mercredi soir. Toutefois, nous serons assez nombreux pour tenir une réunion.

La prochaine séance aura lieu mercredi.

(La séance est levée.)

MAIL POSTE
Canada Post Corporation/Société canadienne des postes
Postage paid Poste-payé
Lettermail Poste-lettre
1782711
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:

Public Works and Government Services Canada –
Publishing and Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada –
Les Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

APPEARING:

The Honourable Stockwell Day, P.C., M.P., Minister of International Trade and Minister for the Asia-Pacific Gateway.

WITNESSES

Foreign Affairs and International Trade Canada:

David Plunkett, Director General, Bilateral and Regional Trade Policy Bureau;

Ton Zuijdwijk, General Counsel, Trade Law Bureau.

Industry Canada:

Chummer Farina, Aerospace, Defence and Marine Branch.

COMPARAÎT

L'honorable Stockwell Day, C.P., député, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique.

TÉMOINS

Affaires étrangères et Commerce international Canada:

David Plunkett, directeur général, Politique commerciale bilatérale et régionale;

Ton Zuijdwijk, avocal général, Direction générale du droit commercial international.

Industrie Canada:

Chummer Farina, Direction générale de l'aérospatiale, de la défense et de la marine.

Available from:
PWGSC – Publishing and Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Also available on the Internet: http://www.parl.gc.ca

Disponible auprès des:
TPGSC – Les Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Aussi disponible sur internet: http://www.parl.gc.ca